

GAZETTE DES TRIBUNAUX



ABONNEMENT

PARIS ET LES DÉPARTEMENTS
Un an, 72 fr.
Six mois, 36 fr. — Trois mois, 18 fr.
ÉTRANGER :
Le port en sus, pour les pays sans
échange postal.

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES

BUREAU
RUE HARLAY-DU-PALAIS,
au coin du quai de l'Horloge
à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour impériale de Paris (3^e chambre).
Inscription hypothécaire prise en vertu d'un jugement d'avant faire droit ordonnant le règlement d'un mémoire de travaux; validité. — *Cour impériale de Rouen (1^{re} ch.)*: Navire; acheteur; créanciers ordinaires; droit de suite. — *Cour impériale de Lyon (2^e ch.)*: Société civile convertie en société commerciale; omission des formalités de publicité; nullité demandée par l'un des associés; brevets d'invention; société de fait; liquidation; tierce-opposition.
JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. criminelle).
Bulletin: Lignes télégraphiques; dégradation ou détérioration; faits involontaires ou volontaires; pénalité; compétence. — *Cour impériale de Lyon (ch. correct.)*: Affaire des dévidesses de la rue de la Vieille-Monnaie; coups et blessures à de jeunes apprentis. — *Cour d'assises de la Sarthe*: Coups et blessures volontaires ayant occasionné la mort sans intention de la donner.
JUSTICE ADMINISTRATIVE. — Conseil d'Etat: Cours d'eau navigables; établissement de pont; nécessité d'une enquête préalable.
CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR IMPÉRIALE DE PARIS (3^e chambre).

Présidence de M. Barbier.

Audience du 8 mai.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE PRISE EN VERTU D'UN JUGEMENT D'AVANT FAIRE DROIT ORDONNANT LE RÈGLEMENT D'UN MÉMOIRE DE TRAVAUX. — VALIDITÉ.

Est valable l'inscription hypothécaire prise en vertu d'un jugement qui, avant faire droit sur une demande en paiement de travaux (de menuiserie), ordonne le règlement du mémoire de ces travaux.

Aux termes de l'art. 2123 C. Nap., l'hypothèque judiciaire résulte du jugement soit contradictoire, soit par défaut, définitif ou provisoire, et depuis longtemps il est passé en jurisprudence qu'il suffit que la certitude d'une créance ait été reconnue en justice, bien que la fixation du chiffre ait été soumise à une expertise préalable, pour qu'une inscription hypothécaire puisse être valablement prise en vertu du jugement d'avant faire droit ordonnant cette expertise.

C'est ce qui avait été décidé par les premiers juges, dont la Cour a confirmé purement et simplement la sentence, qui fait suffisamment connaître les faits et circonstances de la cause :

Le Tribunal,

Attendu que les travaux de menuiserie exécutés par Garry pour le compte de Mercier, ont été réglés à la somme totale de 5,013 fr. 35 c., ainsi que cela résulte du rapport de l'expert, architecte, expert commis par jugement du 23 août 1859; que ce règlement n'est pas sérieusement contesté par Mercier, qui veut seulement faire subir à Garry les conséquences de sa faillite et du concordat qu'il a obtenu, et qui demande la nullité de l'inscription hypothécaire prise par Garry en vertu du jugement susénoncé;

Mais attendu que celui-ci a en le droit de prendre inscription en vertu du jugement interlocutoire du 23 août 1859, qui a ordonné l'expertise;

Qu'en effet, ce jugement reconnaît la dette comme constante et certaine; que la quotité seule en est restée indéterminée; que, du reste, ladite inscription a été prise le 2 novembre 1859, bien antérieurement à la faillite, qui n'a eu lieu que le 9 février 1860;

Que, dans ces circonstances, la créance du demandeur étant garantie par une inscription judiciaire sur les biens du défendeur, le concordat ne lui est pas opposable;

Par ces motifs,

Entérine purement et simplement le rapport de l'expert, pour être exécuté suivant sa forme et teneur;

En conséquence, condamne Mercier à payer à Garry ladite somme totale de 5,013 fr. 35 c., pour les causes susénoncées, avec intérêts à 5 pour 100 l'an, à partir du 27 juillet 1859, date de la demande;

Déclare Mercier mal fondé dans sa demande en radiation de l'inscription hypothécaire prise par Garry, au bureau des hypothèques de Sceaux, le 2 novembre 1859; en conséquence, l'en déboute;

Dit, par suite, que le concordat dont excipe Mercier n'est pas opposable à Garry;

Condamne Mercier aux dépens, y compris les frais d'expertise.

Appel de ce jugement par Mercier.

La Cour, adoptant les motifs des premiers juges, confirme.

(Plaidants : M^e Colmet d'Aage pour Mercier, appelant; M^e Cresson pour Garry, intimé.)

COUR IMPÉRIALE DE ROUEN (1^{re} ch.).

Présidence de M. Massot, premier président.

NAVIRE. — ACHETEUR. — CRÉANCIERS ORDINAIRES. — DROIT DE SUITE.

La première chambre de la Cour vient de se prononcer sur une question de droit maritime qui offre pour le commerce un véritable intérêt. Il s'agissait de savoir quelle est la nature du droit que la loi commerciale reconnaît aux créanciers ordinaires d'un propriétaire de navire sur le navire appartenant à leur débiteur. Ont-ils sur ce navire un droit de suite entre les mains de l'acquéreur tant qu'il n'a pas fait un voyage en mer au nom et aux risques de celui-ci, si bien que, jusqu'à ce moment, il ne puisse payer son prix à son vendeur sans s'exposer à le payer une seconde fois au créancier même chirographaire qui viendrait à se faire connaître jusqu'à la purge? Ou bien, au contraire, les navires ne doivent-ils, à l'égard des créanciers du propriétaire de ce navire, être considérés comme des meubles ordinaires, de telle sorte que ceux-ci seraient sans droit pour inquiéter l'acquéreur qui, de bonne foi et alors qu'il n'aurait aucune opposition entre ses mains, aurait versé son prix aux mains de son vendeur? Voici dans quelles circonstances cette question si grave se présentait devant la Cour :

Le 29 juillet dernier, MM. Lemire et fils, constructeurs de navires à Rouen, ont acheté le navire l'*Eugénie*, alors attaché au port de Rouen, et appartenant au capitaine Simon, de Fécamp. Cette acquisition était faite pour un prix de 30,000 fr. A cette époque, M. Lemire était créancier sur le capitaine d'une somme de 13,157 fr. 67 c., lui restant due pour solde de compte à raison de réparations faites à différentes époques au navire l'*Eugénie*.

Le lendemain de la vente, c'est-à-dire le 30 juillet, M. Lemire, ignorant la position vraie de Simon, lui versa, sur sa demande et à valoir sur le prix de son navire, une somme de 3,000 fr.

Mais cette position ne tarda pas à se révéler. Simon était depuis longtemps géré; des tentatives furent faites pour empêcher la faillite; mais elles échouèrent, et le 20 août 1862 il intervint au Tribunal de Fécamp un jugement qui, sur le dépôt de son bilan fait au greffe de ce Tribunal par le sieur Simon, déclara sa faillite et en fixa l'ouverture au même jour. Disons immédiatement que la date de la cessation des paiements est restée fixée à ce jour, malgré les efforts du syndic pour faire remonter la faillite soit au 31 mars 1861, soit au 8 août 1862.

Le jugement déclaratif de faillite avait confié à M^e Delaune, agréé à Fécamp, la qualité de syndic.

C'est alors que celui-ci, après avoir formé opposition au départ du navire, a fait assigner M. Lemire devant le Tribunal de commerce de Fécamp, en paiement du prix du navire l'*Eugénie*, par lui acheté du capitaine Simon le 29 juillet.

A cette action, M. Lemire a répondu qu'il s'était libéré, et qu'il ne devait plus rien, d'une part, parce qu'il avait compensé son prix jusqu'à concurrence de 13,157 fr. 67, somme qui lui était due par son vendeur à l'époque de l'achat fait par lui, et d'autre part, par le versement qu'il avait fait le lendemain de la vente, au capitaine Simon, d'une somme de 3,000 fr., et par le dépôt par lui effectué chez MM. Lepicard et C^e, de 13,832 fr. 75, formant le solde de son prix.

M. Delaune, syndic de la faillite Simon, contesta la compensation que lui opposait M. Lemire. Il soutint que cette compensation n'avait pas pu s'opérer par un double motif : d'une part, parce qu'elle aurait eu lieu dans les dix jours qui avaient, suivant lui, précédé la cessation des paiements du failli; d'autre part, parce que les créanciers de la faillite, quoique simplement chirographaires, avaient un droit de suite sur le navire, même entre les mains de M. Lemire en sa qualité de tiers-acquéreur, et étaient par suite fondés à demander à celui-ci ou la remise du navire ou le paiement du prix moyennant lequel il était devenu propriétaire, sans qu'il soit possible de leur opposer les paiements faits par l'acquéreur au vendeur directement, ni de prétendues compensations du chef de celui-ci.

Sur ces prétentions diverses, le Tribunal de commerce de Fécamp a, sous la présidence de M. Bouffard, rendu un jugement motivé avec le plus grand soin, et par lequel il a décidé qu'en effet l'article 190 du Code de commerce conférerait à tous les créanciers d'un propriétaire de navire, sans distinguer s'ils étaient ou non privilégiés, un droit de suite en vertu duquel le navire, même après la vente dont il pouvait être l'objet, continuait à demeurer leur gage entre les mains du tiers-acquéreur, tant qu'il n'avait pas fait un voyage en mer au nom de ce dernier, de telle sorte que les paiements faits par lui antérieurement à la purge étaient inopposables aux créanciers et ne pouvaient paralyser l'exercice du droit de suite leur appartenant. En conséquence, il déclara à tort et contrairement au droit l'imputation faite par MM. Lemire et fils de leur créance particulière de 13,157 fr. 67 sur le prix de l'achat du navire l'*Eugénie*, ainsi que le paiement de la somme de 3,000 fr. aux mains de Simon, et les condamna à payer au syndic Delaune la somme principale de 16,157 fr. 67, avec les intérêts de droit et les dépens.

MM. Lemire et fils ont interjeté appel de ce jugement.

Mais la Cour, après avoir entendu M^e Deschamps, avocat, dans l'intérêt des appelants, et M^e Lemarcis, pour le syndic intimé, a, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Thiriot, confirmé la décision des premiers juges.

COUR IMPÉRIALE DE LYON (2^e ch.).

Présidence de M. Durieu.

Audience du 4 mars.

SOCIÉTÉ CIVILE CONVERTIE EN SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — OMISSION DES FORMALITÉS DE PUBLICITÉ. — NULLITÉ DEMANDÉE PAR L'UN DES ASSOCIÉS. — BREVETS D'INVENTION. — SOCIÉTÉ DE FAIT. — LIQUIDATION. — TIERCE-OPPOSITION.

La nullité d'une société civile, convertie ultérieurement en société commerciale, peut être demandée par l'un des associés, à raison du défaut de publication de l'acte social. Il peut, en conséquence, reprendre les brevets d'invention qu'il avait apportés en toute propriété à la société, suivant les termes de l'acte original; mais à la charge de contribuer, proportionnellement à son apport, aux dettes contractées par la société qui a existé en fait.

La Société de sauvetage sous-marin, à l'aide des appareils brevetés du sieur Bigard, après des phases diverses, a été dissoute par un jugement du Tribunal civil de Lyon, confirmé en appel.

Le sieur Bigard, qui n'avait pas été appelé à cette instance, y a formé tierce-opposition, et a prétendu que cette société, d'abord purement civile, et plus tard commerciale, devrait être annulée par défaut de publication de l'acte social; qu'en conséquence il n'y avait pas lieu d'appliquer contre lui les clauses qui attribuaient la propriété de son système à la société; que, dès lors, il était fondé à réclamer ses brevets, sans à contribuer au passif, proportionnellement à son apport.

Cette prétention, combattue par ses co associés et par le liquidateur, a été rejetée par le Tribunal civil, qui a statué en ces termes :

Le Tribunal,

Vu un acte sous seing privé, en date, à Lyon, du 16 février 1860, enregistré, portant entre Bigard et les autres parties en cause la constitution d'une société civile pour la continuation en grand des essais des appareils de sauvetage,

brevetés au profit du premier, et la vente des licences pour leur exploitation;

Attendu que Bartholomé et consorts n'ont pas constitué avoué, quoique réassignés;

Attendu que Bigard, membre de la société dont s'agit, n'avait point été mis en cause dans l'instance terminée par jugement de ce Tribunal en date du 1^{er} mai 1861, qui a prononcé la dissolution de ladite société;

Qu'il est donc recevable à former tierce-opposition à ce jugement;

Attendu, au fond, que les faits relevés dans la sentence, et qui ont déterminé le Tribunal à prononcer la dissolution de la société, par application de l'article 1871 du Code Napoléon, restent constants, et justifient complètement la décision attaquée;

Attendu, en outre que, depuis sa date, de nouveaux faits se sont produits qui démontrent de plus fort que la continuation de la société est impossible;

Qu'en effet, d'une part, le matériel de la société a été vendu en suite de saisie exécution à la requête d'un créancier; que, d'autre part, par arrêt de la Cour impériale de Lyon, du 26 février 1861, la demande en paiement d'une somme importante, formée au nom de la société, contre la compagnie générale de Navigation, a été définitivement rejetée; que, par suite, la première se trouve dénuée de ressource, sur lesquelles elle paraissait pouvoir compter lors du jugement du 1^{er} mai, et dans l'impossibilité de s'en procurer de nouvelles;

Que, dans ces circonstances, il y a lieu de repousser au fond la demande de Bigard, et de lui déclarer commun le jugement dont s'agit;

Attendu que par l'article 5 de la convention du 6 février 1860, il est stipulé que les brevets d'invention accordés à Bigard pour son appareil de sauvetage deviennent la propriété de la société;

Que le demandeur ne peut donc les revendiquer à son profit, et qu'ils doivent faire partie de l'actif de la liquidation;

Qu'à tort, Bigard invoque, pour justifier sa prétention quant à ce, la disposition de l'article 20 de la loi du 5 juillet 1841, étant constant, en droit, que les cessions de brevets faites en dehors des conditions prescrites par cet article, n'en sont pas moins valables entre les parties contractantes, et que les tiers sont seuls admis à se prévaloir de leur non-accomplissement;

Attendu que par les conventions sociales du 6 février 1860, il n'est accordé à Bigard aucune allocation à titre d'appointements;

Qu'il ne peut se prévaloir, pour en réclamer, d'un accord verbal antérieur et constitutif d'une première société, puisqu'il est déclaré dans ledit acte du 6 février, que cette société est dissoute et remplacée par une nouvelle société, qui ne peut être tenue que des obligations qui lui ont été expressément imposées, et n'a point succédé à celles contractées par la première;

Par ces motifs,

Statuant en premier ressort, en matière ordinaire, donne de nouveau défaut contre Bartholomé, Blanchard, Gordiat, Richard, Tournissoud, Rabilloud, Gaillard, Lhopital, Lyon, Traive, River, Lepinette, Valansot, Rieux, et en adjoignant le profit à l'égard de toutes les parties, reçoit la tierce-opposition formée par Bigard, au jugement de ce Tribunal en date du 1^{er} mai 1861;

Au fond, la déclare mal fondée, la rejette;

Ordonne que ledit jugement est et demeure commun au demandeur, pour être exécuté à son égard, comme à l'égard des autres parties, suivant sa forme et teneur;

Rejette également, comme mal fondées, les conclusions de Bigard, relatives à l'attribution, à son profit exclusif et personnel, de tous brevets à lui délivrés pour appareils de sauvetage et au paiement de sommes réclamées à titre d'appointements;

Ordonne, en conséquence, que les opérations de la liquidation de la société dissoute, confiée à Grizard-Delaroue par le susdit jugement du 1^{er} mai, seront reprises, continuées et parachevées, conformément à la loi;

Autorise ces derniers à faire procéder, par-devant notaire, à la vente aux enchères publiques des brevets attribués à la Société par la convention du 6 février 1860, pour le prix à provenir de la vente d'iceux, avec celui des autres valeurs pouvant appartenir à la société, distribué, soit aux créanciers de celle-ci, soit aux associés, suivant leur droit;

Dit n'y avoir lieu à ordonner l'exécution provisoire du présent, non autorisée par la loi;

Rejette toutes autres ou plus amples conclusions des parties;

Condamne Bigard à tous les dépens;

Le condamne, en outre, à 50 fr. d'amende, par application de l'art. 479 du Code de procédure civile.

Mais sur l'appel du sieur Bigard, la Cour a réformé par l'arrêt suivant :

La Cour,

Considérant qu'à la vérité la société de sauvetage sous-marin, formée par un acte sous seing privé, en date du 6 février 1860, enregistré le 16 février suivant, n'était qu'une société civile, mais qu'elle a été transformée en une société commerciale par la délibération du 4 juin 1860, prise par les associés en assemblée générale;

Qu'en effet, dérogeant à l'article 2 des statuts, qui interdisait à la société d'effectuer elle-même l'exploitation des brevets Bigard, l'assemblée, après avoir décidé que les essais faits jusqu'alors étaient suffisants et définitifs, a autorisé les directeurs de la société à exploiter les brevets et notamment à opérer le sauvetage d'un bateau à vapeur appartenant à la Compagnie générale de navigation;

Considérant que de cette transformation de la société résultent des conséquences qu'il s'agit d'apprécier, d'abord au point de vue de la compétence du Tribunal civil de Lyon, ensuite au point de vue des droits de Bigard, appelant;

Sur la compétence :

Considérant que la société de sauvetage sous-marin, au moment où une demande en dissolution a été formée par un grand nombre des associés, étant une société commerciale, le Tribunal civil était incompétent;

Que, dès lors, sur la tierce-opposition de Bigard au jugement du 1^{er} mai 1861, qui avait prononcé la dissolution de la société, les premiers juges devaient, après avoir accueilli cette tierce-opposition qui était évidemment recevable, puis que Bigard n'avait point été appelé dans l'instance, se borner à annuler le premier jugement, sous le rapport de Bigard, comme incompétent, et puis délaisser les parties à se pourvoir devant les magistrats désignés par la loi;

Que c'est donc à tort qu'ils ont statué au fond, et que leur second jugement, en date du 18 juin 1862, doit par conséquent être annulé aussi bien que le premier;

Considérant, toutefois, que l'affaire étant disposée à recevoir une décision définitive, la Cour peut évoquer et statuer à nouveau sur les prétentions des parties;

Au fond,

Considérant que la société de sauvetage sous-marin, au moment de sa transformation en société commerciale, aurait dû être publiée conformément à l'article 42 du Code de commerce;

Que Bigard a qualité pour se prévaloir de l'absence des formalités exigées; que, vis-à-vis de lui, la société est nulle, et que, par conséquent, il peut se faire restituer ses brevets et certificats d'addition, sauf le droit des tiers;

Considérant toutefois que la société, bien que nulle, a eu une existence de fait dont il est impossible de ne pas tenir compte;

Considérant qu'il ne serait pas juste que Bigard pût reprendre son apport, en s'exonérant de toutes les charges de la société;

Qu'évidemment, avant de se remettre en possession de ses brevets et certificats d'addition, il doit verser dans la caisse sociale une somme égale à celle qu'il aurait été tenu d'y verser au moment de la formation de la société verbale, du 9 octobre 1858, et aussi de celle du 6 février 1860, s'il n'eût point payé ses parts ou actions au moyen de son apport;

Que, de plus, l'équité exige qu'il supporte le passif de la société de fait proportionnellement aux deux cent vingt parts qui étaient la représentation, dans la seconde société, des vingt parts qu'il possédait dans la première;

Considérant enfin qu'il y a lieu d'opérer la liquidation de la société de fait et de charger de cette opération une personne prise en dehors de la société;

En ce qui touche les appointements réclamés par Bigard :

Considérant que, devant la Cour, Bigard se borne à demander acte de ses réserves à cet égard;

Qu'en présence de ce fait, qui paraît certain, que, durant le cours de la société, il est intervenu une ou plusieurs conventions relatives aux appointements auxquels Bigard prétendait avoir droit, il convient de laisser la question se produire dans la liquidation, si les parties croient devoir la soulever;

Par ces motifs,

La Cour,

Statuant sur l'appel interjeté par Bigard, du jugement du Tribunal civil de Lyon du 18 juin 1862, rendu sur la tierce-opposition du même Bigard, formée contre le jugement antérieur du même Tribunal en date du 1^{er} mai 1861, et adjoignant le profit du défaut contre les parties défaillantes et résignées;

Met à néant, dans le rapport de Bigard, lesdits deux jugements comme incompétentement rendus;

Évoquant et prononçant à nouveau,

Dit que la société de sauvetage sous-marin est nulle, dans le rapport de Bigard vis-à-vis de ses associés, sauf le droit des tiers;

Reconnait toutefois l'existence d'une société de fait, et nomme, pour la liquider, Grizard-Delaroue, sauf aux parties à s'entendre sur le choix d'un autre liquidateur;

Dit que Bigard devra supporter le passif et profiter de l'actif de la société dans la proportion de deux cent vingt parts ou actions;

Autorise toutefois Bigard à se remettre en possession de ses brevets et certificats d'addition, à la seule condition de verser préalablement, dans la caisse sociale la somme qu'il aurait dû y verser à raison de vingt parts qu'il avait eues dans la société de 1860, sa position, aujourd'hui qu'il reprend ses brevets et certificats d'addition, devant être, à cet égard, celle des autres associés, et aussi de verser ce qui aurait pu être payé pour les annuités à venir des brevets, et si, pour le brevet anglais ou les certificats d'addition, il n'y a point eu d'annuités, une part correspondante aux annuités à venir;

Dit que, dans le cas où Bigard n'aurait pas affecté ces versements dans les trois mois de la prononciation du présent arrêt, le liquidateur est autorisé à faire vendre les brevets et certificats d'addition devant le président de la chambre des notaires de l'arrondissement de Lyon, sur le vu d'un cahier des charges dressé par ledit président, après les affiches et publications accoutumées;

Ordonne que le prix à provenir, déduction faite des frais occasionnés par la vente, sera employé à effectuer les versements imposés à Bigard pour le paiement des annuités des brevets et de ses parts ou actions, et que le surplus sera touché par Bigard, sauf le droit des tiers;

Décharge Bigard de la condamnation à 50 fr. d'amende prononcée par le jugement qui a statué sur la tierce-opposition; réserve tous ses droits prétendus relativement aux appointements, sauf les réserves contraires accordées aux intimés, et aussi de verser la somme qui a pu être payée d'avance par la société, pour les annuités à venir des brevets, et, dans le cas où elle aurait compté un prix fixe pour le brevet pris en Angleterre ou les certificats d'addition, une somme correspondante aux annuités à venir;

Compense les dépens de première instance et d'appel, à l'exception du coût des jugements et de leur signification; du coût de l'arrêt de réassignation et de signification, du coût du présent arrêt et de sa signification aux défaillants, qui seront supportés par les intimés;

Dit que les significations qui pourraient être faites aux parties présentes resteront à la charge personnelle de celles qui y auront donné lieu;

Dit enfin que, dans le rapport de Bigard, les frais sont ainsi définitivement réglés et ne pourront entrer dans le passif de la société de fait;

Ordonne la restitution de l'amende consignée sur l'appel de Bigard.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Vaisse.

Bulletin du 11 juin.

LIGNES TÉLÉGRAPHIQUES. — DÉGRADATION OU DÉTÉRIORATION. — FAITS INVOLONTAIRES OU VOLONTAIRES. — PÉNALITÉ. — COMPÉTENCE.

L'article 2 du décret du 27 décembre 1851, sur la police des lignes télégraphiques, ne prévoit et ne punit que les actes matériels et involontaires qui peuvent compromettre le service de la télégraphie électrique ou aérienne, et les dégradations ou détériorations commises sans intention criminelle; ce décret ayant force de loi, établit, dans ce cas, la compétence des conseils de préfecture, comme en matière de grande voirie, et une pénalité spéciale.

Mais lorsque ces faits sont commis volontairement et avec une intention malveillante, ils constituent, selon les circonstances résultant du décret précité, soit le délit de l'article 257 du Code pénal : Quiconque aura détruit, mutilé, etc., les monuments publics, soit les délits ou crimes prévus spécialement par les articles 3 et 4 du décret précité du 27 décembre 1851.

Cassation, sur le pourvoi du procureur-général près la Cour impériale de Bourges, de l'arrêt de cette Cour, chambre correctionnelle, du 5 mars 1863, rendu en fa-

voir des sieurs Blanchard et Jeannoton.

M. Victor Foucher, conseiller rapporteur ; M. Charrins, avocat général, conclusions conformes.

La Cour a, en outre, rejeté les pourvois :

1° De François Pino, condamné par la Cour d'assises du Var, aux travaux forcés à perpétuité, pour vol ; — 2° De Charles Gabriel Guinard et Théophile Bellemère (Aube), dix ans de réclusion et cinq ans d'emprisonnement, vols qualifiés ; — 3° De Désirée-Hortense Poirier (Seine) : six ans de réclusion, vol qualifié ; — 4° De Alexandre Turpaud (Charente), dix ans de travaux forcés, coups et blessures ; — 5° De Emile Onésiphore Vallot (Seine-Inférieure), travaux forcés à perpétuité, vol ; — 6° De Lorenzo Garino (Var), travaux forcés à perpétuité, vols qualifiés ; — 7° De Pierre Macé (Ille-et-Vilaine), travaux forcés à perpétuité, incendie ; — 8° De Antoine Lyon et femme Delorme (Puy-de-Dôme), vingt ans de travaux forcés et travaux forcés à perpétuité, pour tentative d'assassinat ; — 9° Marie Gire (Seine), dix ans de réclusion, vols qualifiés ; — 10° De Alfred Bienvenu (Seine-et-Marne), sept ans de travaux forcés, complicité de vol ; — 11° De Jean Boulon (Aude), huit ans de travaux forcés, banqueroute frauduleuse ; — 12° De Virginie Arnaud, femme Pousel (Var), dix ans de réclusion, vols qualifiés ; — 13° De Sophie Laget (Aveyron), cinq ans de réclusion, faux témoignage ; — 14° De Charles-Louis Beclart (Seine-Inférieure), huit ans de réclusion, vol qualifié ; — 15° De Nicolas Collin (Aube), cinq ans de réclusion, faux ; — 16° De Gabriel-Jean Lefort et Marie veuve Piquetard (Ille-et-Vilaine), travaux forcés à perpétuité, et dix ans de réclusion, fausse monnaie ; — 17° Des époux Marcelin (Gard), deux et trois ans d'emprisonnement, extorsion de signature ; — 18° De Marie-Jean-Joseph Pardin (Var), vingt ans de travaux forcés, meurtre ; — 19° De Alfred Lesauvage (Seine-Inférieure), cinq ans de travaux forcés, faux ; — 20° De Aimé Lonnard (Seine), travaux forcés à perpétuité, vol ; — 21° De André Weigel (Haut-Rhin), dix ans de réclusion, attentat à la pudeur ; — 22° De André Weigel (Haut-Rhin), quinze ans de réclusion, recels et vols qualifiés ; — 23° De Louis-Alexandre Turbé (Seine), travaux forcés à perpétuité, vols ; — 24° De Gilbert Taillardat (Seine-et-Marne), trois ans d'emprisonnement, faux.

COUR IMPÉRIALE DE LYON (ch. correct.).

Présidence de M. Loyson.

Audience du 9 juin.

AFFAIRE DES DÉVIDEUSES DE LA RUE DE LA VIEILLE-MONNAIE. — COUPS ET BLESSURES A DE JEUNES OUVRIÈRES.

Le jugement rendu par le Tribunal dans cette affaire, qui a eu le privilège de surexciter outre mesure l'opinion publique à Lyon, surtout dans la classe ouvrière, a été diversement interprété selon la manière de voir de chacun. Les uns, ne voulant consentir aux cruautés sans nom dont on accusait les prévenues, pensaient que le Tribunal aurait dû les acquitter. Les autres poussant aussi loin l'exagération en sens contraire, prétendaient que les dépositions des témoins étaient demeurées bien au-dessous de la réalité, et que les faits les plus graves articulés contre les prévenues n'existaient pas à titre d'exception, mais bien à titre de règle générale.

Un double appel, interjeté par le ministère public d'abord, puis par les femmes Dugelay et Gonin, va permettre à la justice souveraine de la Cour de dire son dernier mot.

M^{me} Dugelay et M^{lle} Rosalie Gonin ont été condamnées, le 13 mai dernier, chacune à trois mois d'emprisonnement et 300 fr. d'amende pour délit de coups et blessures envers plusieurs de leurs ouvrières, et pour la contravention d'excès dans la durée du travail imposé aux enfants à leur charge. (Voir la Gazette des Tribunaux du 3 juin.)

Elles se présentent devant la Cour pour voir trancher le double appel dont le jugement du Tribunal correctionnel a été frappé.

Leur attitude et leur costume ne diffèrent en rien de ce qu'ils ont été devant les premiers juges. Elles sont entièrement vêtues de noir et paraissent fort calmes, sinon fort indifférentes à ce qui se passe autour d'elles. La foule a envahi l'auditoire, et au moment où la Cour prend séance, les huissiers et les soldats de garde ont grand-peine à maintenir libres les abords de la 4^e chambre de la Cour.

A l'appel de la cause, M. le président Loyson prend la parole, et, dans un rapport aussi lucide que plein d'impartialité, il expose sommairement les faits qui ont déterminé la poursuite.

Quatre ordres de faits résulteraient des témoignages à charge, s'il fallait croire absolument ces témoignages : 1° des mauvais traitements auraient été exercés envers les jeunes filles confiées à la garde des prévenues ; 2° la durée du travail telle qu'elle est fixée par la loi pour les enfants employés dans les manufactures, aurait été habituellement excédée ; 3° la nourriture et le logement des ouvrières aurait été dans de détestables conditions hygiéniques ; 4° enfin, des faits d'une nature particulièrement odieuse se seraient produits contre plusieurs de ces enfants ou jeunes filles.

M. le rapporteur, groupant les témoignages d'après l'ordre établi par lui pour son exposition de faits, résume d'abord les déclarations relatives aux sévices et mauvais traitements. Il analyse les témoignages dans lesquels il est question de la mort des filles Pitot et Perriat. La première, atteinte d'un violent érysipèle, fut, de propos délibéré, exposée à un courant d'air funeste pour sa santé ; la seconde succomba à une maladie lente causée par les coups et l'excès de travail auxquels elle était en butte ; elle ne cessa son travail que l'avant-veille de son décès, et fut envoyée à l'hôpital cinq heures seulement avant de rendre le dernier soupir.

Viennent ensuite les dépositions qui relatent les méchancetés commises soit par la fille Gonin, soit par la femme Dugelay, sur plusieurs ouvrières, notamment sur celle qui est devenue la femme Meunier, et que l'on avait un jour attachée à une échelle pour une faute peu grave. Cette même femme Meunier n'ayant pu retenir un besoin naturel dans l'atelier et ne pouvant aller aux lieux d'aisances, fut déshabillée, assise tout nue sur la pierre d'aisier et frictionnée avec une brosse trempée dans l'eau froide. C'était pendant la saison rigoureuse.

Pour le moindre des manquements, pour la faute la plus légère, on pinçait les jeunes filles jusqu'au sang, on leur administrait sur les mains et sur la tête des coups de roquets et des coups de nerf de bœuf.

Le second point examiné par M. le président-rapporteur a trait à la mauvaise nourriture des ouvrières ; elle se composait en général de soupe de farine jaune corrompue.

Cette soupe était faite pour trois jours, et après chaque repas on remplaçait le manquant par une nouvelle ration d'eau. En un mot, l'un des témoins a dit : « Notre nourriture était très mauvaise ; nous n'en avions pas assez pour vivre, nous en avions trop pour mourir. »

Le même témoin, qui habitait avec son jeune frère chez les dames Dugelay et Gonin, ajoute que cet enfant endurait la faim au point de manger en cachette la pâtée du chat.

Le logement, suivant la déclaration de M. Ferrand, membre de la commission d'hygiène et de salubrité, était tout juste suffisant pour trois ou quatre personnes, et on entassait dans une seule souppente jusqu'à douze ouvrières qui respiraient au moins deux fois le même gaz, faute de ventilation suffisante.

Le troisième point, relatif à la durée excessive du tra-

vail, résulte des dépositions des voisins, et notamment de celle du sieur Davivier, qui entendait les métiers se mettre en mouvement à quatre ou cinq heures du matin et ne pas cesser de fonctionner jusqu'à dix heures du soir. La veille des jours de fête, le travail était poussé jusqu'à minuit pour compenser le repos du lendemain.

Enfin, sur le quatrième point, qui a trait à des violences plus odieuses, M. le rapporteur rappelle les déclarations d'un certain nombre d'ouvrières qui prétendent avoir été obligées à boire leur urine. Il était défendu d'aller aux lieux d'aisances pour ne pas perdre du temps ; alors les ouvrières avaient auprès d'elles l'écuille dans laquelle elles mangeaient leur soupe, et cette écuelle leur servait pour uriner. Puis on leur faisait boire ce liquide et même on aurait fait manger des excréments par une ou plusieurs d'entre elles.

Les faits qui résultent des témoignages à charge sont combattus, ainsi qu'il suit, par les témoins à décharge :

La bonne réputation dont jouissaient les prévenues est attestée par plusieurs personnes. Tous les témoins de cette catégorie affirment qu'ils n'ont pas ajouté foi aux plaintes portées contre les dames Dugelay et Gonin, ces plaintes atteignant un degré extrême d'in vraisemblance. Comment supposer, en effet, qu'après des violences aussi graves, les jeunes filles sorties de la maison ne se fussent pas plaintes, que quelques-unes même y fussent rentrées ? Aucune rumeur pendant vingt ans n'a signalé un état de choses aussi anormal, aussi épouvantable. Et, parmi les jeunes filles, si l'en trouvait qui avaient leurs parents. Celles-ci, pas plus que les autres, n'ont fait entendre de récriminations.

MM. les docteurs Bonnet et Desgautières, qui donnaient des soins à ces enfants quand elles étaient malades, ont été fort étonnés de la poursuite. Les jeunes filles paraissent témoigner un grand attachement aux maîtresses de l'atelier. Elles étaient traitées avec bonté, et M. Bonnet ajoute : J'avais pour les dames Dugelay et Gonin beaucoup d'admiration.

Le sieur Gros, concierge de la maison, n'a pas eu connaissance des violences commises sur la personne des ouvrières. La fille Girard, qui a été domestique chez les prévenues pendant plusieurs années, n'a rien remarqué d'insolite. On administrait de légères corrections aux ouvrières quand elles avaient mal travaillé, mais pas autre chose.

M. le président rapporteur complète l'exposé des faits par les principales réponses de l'interrogatoire des prévenues et par la lecture du jugement, puis il termine à peu près en ces termes : « Le ministère public, en présence de l'accusé fait par l'opinion publique au jugement de première instance, a voulu donner une dernière satisfaction aux préoccupations publiques. C'est à votre justice qu'il appartient maintenant de se prononcer d'une manière souveraine. Si vous prononcez un arrêt qui maintienne le jugement, vous aurez réagi, sans faiblesse, contre les entraînements de l'opinion. Si, au contraire, vous croyez devoir modifier les peines prononcées, vous en aurez accueilli les réclamations dans la mesure que sait toujours s'imposer votre raison ferme et droite et votre impartiale justice. »

Ce rapport terminé, M. le président interroge la femme Dugelay.

D. Depuis combien de temps êtes-vous associée avec la fille Gonin ? — R. Depuis trente ans.

D. On prenait-vous les apprenties qui entraient chez vous ? — R. Nous n'avions pas besoin d'aller en chercher ; nous en avions toujours plus que nous n'en voulions, et c'étaient toutes des enfants pauvres, des orphelins élevés par la société de Patronage, etc.

D. Dans quelles conditions d'apprentissage, les preniez-vous ? — R. Nous les gardions en général jusqu'à vingt et un ans. Si elles étaient toutes petites, nous les envoyions à l'école, puis elles faisaient leur première communion, et peu à peu nous les mettions au travail.

D. Ne vous payait-on pas ? — R. Non, monsieur, nous ne recevions rien. La société de Patronage seule nous fournissait un petit trousseau, qui était bien nécessaire pour des enfants que l'on nous apportait en général couverts de vermine.

D. Et celles qui avaient leurs parents ? — R. Pas davantage. Tout était à notre charge : les remèdes, les médicaments, tout...

M. le président : Vous avez entendu l'analyse des témoignages si nombreux et si concordants qui rapportent les mauvais traitements dont vos ouvrières étaient les victimes ?

M^{me} Dugelay : M. le président, nous ne les avons jamais battues comme elles le prétendent. On leur donnait par-ci par-là une tirée d'oreilles ou de cheveux lorsqu'elles avaient bousillé leur ouvrage ; quelques petits coups sur les doigts, mais pas de façon à leur abîmer les mains. Il n'est jamais resté trace de coups. Nous avons gardé pendant quatorze ou quinze ans les mêmes enfants, ce qui aurait été impossible si nous les avions maltraités.

D. Ainsi vous opposez une dénégation entière à ces témoignages ? — R. Oui, monsieur, pour les gros faits.

D. Et en ce qui concerne la nourriture ? — R. Nos apprenties étaient bien traitées. Elles avaient trois plats à leur dîner ; deux seulement pour celles qui étaient en pénitence. Elles avaient de la viande les jours gras ; elles faisaient leur soupe elles-mêmes. Je n'ai jamais vu de vers dans leur soupe.

D. Le rapport de M. Ferrand constate que douze ouvrières couchaient dans un local insuffisant et trop bas. — R. Le local était ainsi fait. Nous avons été obligées de prendre ce que nous avons trouvé après les démolitions, ou nous avons été mises dehors.

M. le président : Oui, mais il n'aurait pas fallu vous charger de douze ouvrières quand vous n'en pouviez loger que trois ou quatre. Pourquoi était-il défendu d'aller aux lieux d'aisances ? — R. Parce qu'il leur était arrivé de gêner l'ouvrage, elles jetaient alors leurs roquets dans les latrines. Alors je fis mettre dans l'atelier un vase en fermé dans une caisse de bois.

D. Est-il exact que vous ayez forcé quelques ouvrières à boire leur urine, et même à manger leurs excréments quand elles se salissaient ? — R. J'apprends ces choses-là pour la première fois à l'audience.

M. l'avocat-général de Plasman : La fille Louise Larrimand a-t-elle été votre servante ?

La prévenue : Oui, monsieur, pendant vingt-huit ans.

M. l'avocat-général : Avez-vous quelques reproches à lui faire ? — R. C'était une fille bien simple.

M^{re} Dattas, défenseur des prévenues : Si la Cour avait pu entendre les témoins qui ont comparu devant le Tribunal, elle aurait compris la portée de cette expression : C'était une fille simple ! La fille Larrimand est voisine de l'idiotisme.

M. l'avocat-général : Je ne veux pas de surprises dans l'affaire. Je tenais à savoir si les prévenues n'avaient pas de reproches à adresser à la fille Larrimand, car cette dernière a reconnu, vous le savez bien, que plusieurs ouvrières avaient été contraintes à boire leur urine.

M^{re} Dattas : Elle a dit que c'était elle-même qui était l'auteur de ces excès : ce qui est bien différent.

A la fin de son interrogatoire, la femme Dugelay ne avoir exigé de ses apprenties un travail excessif. Elle explique pour un fait cité par le témoin Davivier, qu'une partie de ses ouvrières avait, le lendemain de la Toussaint

dernière, commencé le dévidage à une heure ou deux du matin, et que le reste des ouvrières les avait remplacées en se mettant dans la journée au dérançage, pendant que les premières allaient se coucher.

La fille Gonin confirme les déclarations de la femme Dugelay ; elle n'a rien de plus à ajouter.

La parole est ensuite donnée à M. l'avocat-général de Plasman, qui, dans un réquisitoire énergique, réclame une condamnation sévère contre les deux prévenues.

Le réquisitoire achevé, M^{re} Dattas demande à la Cour de vouloir bien lui accorder la remise de l'affaire.

M. le président : La cause est continuée à jeudi.

COUR D'ASSISES DE LA SARTHE.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux.)

Présidence de M. Grimault, conseiller à la Cour impériale d'Angers.

Audience du 9 juin.

COUPS ET BLESSURES VOLONTAIRES AYANT OCCASIONNÉ LA MORT SANS INTENTION DE LA DONNER.

L'accusé Auguste Vallée, journalier au Luart, est âgé de vingt-cinq ans ; il porte le costume des gens de la campagne. Le crime dont il vient répondre devant la Cour d'assises a été commis dans une rixe au retour d'une fête de village.

Les meilleurs renseignements ont été donnés sur lui. Il passe pour avoir un caractère doux et même timide. Jamais on n'avait eu rien à lui reprocher, et il n'avait aucun sujet de haine contre sa victime, le jeune Pilon dit Carreau, âgé de dix-huit ans, qu'il ne connaissait même pas.

L'acte de férocité inouïe qui est reproché à l'accusé prouve à quel point, dans ces circonstances, les vapeurs du vin excitent chez l'homme du peuple des instincts de brutalité que l'on aurait peine à croire s'ils n'étaient attestés chaque jour par les procès jugés devant les Cours d'assises et les Tribunaux de police correctionnelle.

Auguste Vallée est accusé d'avoir volontairement porté des coups et fait des blessures au sieur Pilon dit Carreau, lesquels coups et blessures ont occasionné la mort de Pilon sans intention de la donner.

Le siège du ministère public est occupé par M. Verlet, substitut.

M^{re} Hémon est assis au banc de la défense.

Après la lecture de l'acte d'accusation, M. le président interroge l'accusé, qui reconnaît tous les faits à sa charge, tout en insistant sur ce qu'il n'avait pas été l'agresseur et sur ce qu'il n'avait fait que se défendre.

On procède ensuite à l'audition des témoins.

Joseph Roguain, domestique à Sceaux : Le 6 avril dernier, entre onze heures et quinze, nous revenions, mon camarade Vallée et moi, de l'assemblée du Luart. Nous étions accompagnés de deux filles, nos bonnes amies. A cinq cents pas du Luart, sur la route de Saint-Maixent, nous avons rencontré Guyon et Carreau, que nous ne connaissions pas. Ils étaient armés de bâtons énormes et chantaient comme des hommes entre deux vins. Quand nous les avons rattrapés, nous avons appuyé sur la droite pour passer ; ils étaient sur la gauche. En passant, Guyon a dit : « On s'en va donc ? » Oui, nous avons répondu.

Y a-t-il moyen d'emmener nos femmes ? ajouta Guyon en ayant l'air de se moquer. Vallée a répondu : Viens-y voir. Au même instant Guyon lui donne deux coups de bâton, un sur l'épaule et l'autre sur le bras. Vallée se jette sur lui et ils se prennent corps à corps. Pendant ce temps je m'étais jeté sur Carreau, qui m'avait attaqué, et l'ayant désarmé, je le tenais sous moi. Vallée ayant fini avec Guyon qu'il avait laissé sur la berge, me dit : Qu'est-ce qui est dessus ? J'ai dit : C'est moi. Range-toi, ajoute-t-il, et au même instant il a asséné à Carreau un coup de bâton de toute sa force. Nous nous sommes allés et nous avons rejoint les filles à deux cent cinquante pas. Guyon et Carreau n'étaient pas ivres, mais ils étaient en boisson.

Cyrille Guyon, dix-sept ans, apprenti menuisier à Saint-Maixent : Le 6 avril dernier, j'accompagnais mon camarade Pilon dit Carreau, à la fête du Luart. Il était onze heures ou onze heures et demie quand nous avons rencontré Vallée et Roguain sur la route de St-Maixent. Nous avons été battus, mais je ne sais pas comment cela s'est passé, car nous étions très ivres.

M. le président, au témoin : N'avez-vous pas dit à Vallée : Ne peut-on pas reconduire vos femmes ? — R. Je ne me rappelle pas.

D. N'avez-vous pas donné un coup de bâton à Vallée ? — R. Je ne me rappelle pas. J'ai été jeté dans le fossé, on m'a marché sur la figure. Quand je me suis réveillé, je n'ai plus rien vu, ni gas, ni filles. Il y avait seulement mon camarade Pilon sur la berge, il était sans mouvement. J'ai voulu le relever, mais il ne se tenait plus. Ses bras allaient ballants. Quand j'ai vu cela, je suis allé chercher du secours. J'ai rencontré Rignon, qui n'a pas voulu me prêter secours. Quand j'ai vu cela, je suis retourné à mon camarade, je l'ai porté à peu près cinq cents pas, et je me suis assis sur la berge. Il y avait quelques instants que j'étais là, quand Vallée est venu. Je lui ai dit : « Vas-tu recommencer ? » Il m'a répondu : « Si tu ne t'en vas pas je te f... un coup de bâton. » Alors j'ai laissé à mon camarade et je me suis enfui. J'ai été me coucher. D'autres personnes qui ont passé quelque temps après, ont recueilli mon camarade. Je ne le croyais pas si malade, je croyais qu'il était seulement étourdi par la boisson et le coup qu'il avait reçu.

Modeste Vallat, vingt-huit ans, cultivateur au Luart.

D. Vous et Modeste Rouault, votre amie, vous avez passé une partie de la journée au Luart en compagnie de Vallée et Raguain ? — R. Nous étions cinq filles en sortant de chez M. Malherbe au Luart. Nous avons vu deux garçons avec des bâtons. Ils nous ont dit : « Vous êtes seules, y en a-t-il qui veulent venir avec nous ? » Personne n'a répondu. Ils se sont éloignés en chantant comme des gens ivres. Nos bons amis sont arrivés ; nous leur-z-y avons dit : Il y a deux garçons qui sont devant avec des bâtons, il faut attendre. Nous avons attendu cinq minutes et nous sommes partis. Nous avons rencontré les deux jeunes gens à cinq cents pas de là. L'un a dit : « Ne peut-on pas emmener vos femmes ? » Vallée a répondu : « Essayez-y ; » et l'autre a donné un coup de bâton à Vallée. Nous nous sommes enfuies.

Louis Ricordeau, cultivateur au Luart : Le 6 avril dernier, vers minuit, en m'en allant du Luart, j'ai rencontré Vallée. J'ai dit à mon camarade Baron : En voilà un qui a un fameux bâton. Vallée a répondu : « Oui, je l'ai enlevé à deux individus que j'ai joliment arrangés, même qu'il y en a un dans le fossé sur la route. J'en aurais fait autant à l'autre s'il ne s'était ensauvé. » Nous avons trouvé Pilon sur le bord de la route, nous l'avons emporté ; en passant devant les maisons il remuait de la tête comme pour faire signe qu'on le fasse entrer. Nous l'avons conduit chez nous, il n'a pas dit un mot et est mort à neuf heures le matin.

Pierre Baron, cordager au Luart, dépose dans les mêmes termes.

François Verdier, domestique à Saint-Maixent : Le lendemain matin de l'assemblée du Luart, j'ai été voir Carreau qu'on m'avait dit être bien mal. Il était environ

huit heures. En revenant, j'ai rencontré Vallée que je ne connaissais pas, et je lui ai dit : « Je viens d'en voir un tout de même qui ne retournera guère à l'assemblée du Luart, car il est bien malade ; il n'en a pas pour une heure à vivre. » Vallée a répondu : « Ah ! l'animal ! » Quelques pas plus loin, j'ai rencontré des individus qui m'ont demandé ce qu'il venait de me dire, et m'ont appris que c'était Vallée.

Le docteur Leblay, ne comparaisant pas, quoiqu'assigné régulièrement, est condamné, par arrêt de la Cour, à 20 fr. d'amende. Il est donné lecture de son rapport et de plusieurs autres émanant de différents médecins qui constatent, entre autres choses, que la mort du sieur Pilon dit Carreau a été occasionnée par un coup extrêmement violent qui a fracturé le crâne de la victime. Le bâton dont s'était servi l'accusé, dans la soirée du 6 avril, a pu produire la blessure, qui était mortelle.

La liste des témoins étant épuisée, la parole est donnée au ministère public.

M. Verlet, dans un réquisitoire tout à la fois concis et plein d'énergie, soutient l'accusation en établissant que l'accusé Vallée, lorsqu'il a frappé Pilon dit Carreau, n'était pas en état de légitime défense, et que sa vie ne courait aucun danger.

M^{re} Hémon soutient la thèse contraire en faveur de l'accusé, et demande son acquittement.

M. le président résume les débats avec le talent et la grande impartialité que chacun se plaît à reconnaître à cet honorable magistrat.

Après un délibéré de près d'une heure, le jury apporte un verdict de non-culpabilité en faveur de l'accusé. La Cour prononce un arrêt qui acquitte Auguste Vallée de l'accusation portée contre lui.

TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE CHINON.

Audience du 20 mai.

UNE PIPE ANONYME.

Sur la table des pièces à conviction s'étale une pipe dont la culotte dorée fait cligner de l'œil plus d'un dans l'auditoire.

A la pipe ? c'est ce que le débat va nous apprendre.

M. Monnerot avait abandonné sa pipe, en qualité d'habitué (sic), sur une des tables du café tenu par les sieur et dame Besnard.

Il est d'usage, en pareil cas, que le maître de l'établissement, ou à son défaut le garçon, place soigneusement la pipe à un râtelier ad hoc pour la représenter le lendemain au consommateur. Le lendemain, non seulement le témoin n'a pas trouvé sa pipe à la place habituelle, mais, *pro pudor* ! c'est à une bouche étrangère qu'il croit l'avoir aperçue ; il doute encore, enfin il l'a reconnue. Sans se déconcerter, et pour éviter aussi un malheureux fumer la honte de sa maladresse, le propriétaire évincé se rend auprès de la maîtresse du café, lui déclarant qu'il avait une pipe à laquelle il tenait, comme un fumeur tient à sa pipe, et qu'il ne la retrouvait pas.

« Etes-vous bien certain de l'avoir laissée ici ? reprend la maîtresse de céans. — Non seulement je suis sûr de l'avoir laissée hier sur ma table, mais je suis sûr encore de l'avoir vue ici même à la bouche de quelqu'un. »

Vérification faite, ce quidam, c'est Ernest Martin, âgé de vingt-cinq ans, garçon limonadier, qui, arrivé à Chinon le dimanche à onze heures, avait, dans la soirée même, trouvé moyen d'utiliser au café Besnard les loisirs de sa profession.

Sommé par le patron d'abord, puis par M. le commissaire de police Lessault d'avoir à restituer la pipe réclamée, le prévenu s'y est obstinément refusé, protestant qu'il n'avait jamais eu en sa possession d'autre pipe que celle qu'il exhibait, une méchante pipe en terre dite brûlot.

Et cependant le jeune Louis Mercier, son camarade de lit, a vu Martin fumer avec cette pipe dans la chambre ; surpris même de la beauté insolite de l'objet, « Tiens, dit-il, vous avez là un beau morceau, c'est une Kummer, et joliment culotée ; combien l'avez-vous payée ? — Rien du tout, je l'ai gagnée au jeu, à Angers ; mais si j'avais perdu, je perdais 10 fr. »

Ce propos, rapporté avec beaucoup d'ingénuité par le jeune Mercier, en dépit du regard menaçant que dardait sur lui le prévenu, accusait déjà fortement ce dernier, si la pipe, trouvée dans la coiffe même de son chapeau, n'était venue démontrer sa culpabilité jusqu'à l'évidence.

En présence de ces charges accablantes, Ernest Martin persiste encore à soutenir qu'il n'a pas volé la pipe ; il l'a trouvée sur un billard, et, sur son interpellation, plusieurs assistants, dont il ne peut faire connaître les noms, ayant déclaré ne pas l'avoir encore vue, il en a conclu que c'était une pipe anonyme. Au surplus, il a toujours eu l'idée de la restituer. Quant à menacer de l'œil le jeune Mercier pour l'empêcher de jaspiner, il déclare ne lui avoir jamais fait les yeux ni doux ni durs.

Ernest Martin n'a jamais été condamné, mais il a été trois fois poursuivi pour vol. — Il s'en est bien tiré les trois premières fois ; il est moins heureux aujourd'hui, et, par application de l'article 401 du Code pénal, modéré par l'article 463, il s'entend condamner à un mois de prison et aux dépens.

JUSTICE ADMINISTRATIVE

CONSEIL D'ÉTAT (au contentieux).

Présidence de M. Boudet, président de la section du contentieux.

Audience du 1^{er} mai ; — approbation impériale du 27 mai.

COURS D'EAU NAVIGABLES. — ÉTABLISSEMENT DE PONTS. —

NECESSITÉ D'UNE ENQUÊTE PRÉALABLE.

Aux termes de l'article 9 de l'arrêté du gouvernement du 19 ventose an VI et de la circulaire ministérielle du 19 thermidor de la même année, tout ouvrage à établir sur les cours d'eau navigables, et par conséquent les ponts, doit être autorisé par un décret, après une enquête.

Les préfets ont aujourd'hui, sans doute, en vertu du décret du 25 mars 1852 sur la décentralisation administrative, le droit d'autoriser l'établissement des ponts ayant le caractère de travaux d'intérêt communal ; mais ils ne peuvent exercer cette attribution sans que les projets aient été soumis à une enquête et approuvés par l'administration supérieure, le décret du 25 mars 1852 n'ayant pas dérogé, quand à ce, aux prescriptions de l'arrêté de l'an VI.

Le Conseil d'Etat est souvent appelé à déterminer l'étendue des pouvoirs que le décret du 25 mars 1852 a ajoutés aux attributions des préfets, et il a quelquefois à apprécier, pour faire cette interprétation du décret, le degré d'importance ou d'utilité de certaines formes dont la législation préexistante entourait les actes de l'administration. S'il est, en effet, des formalités qui peuvent être supprimées sans aucun inconvénient, et si dès lors on doit admettre qu'elles n'aient pas été conservées par le

Voir le SUPPLEMENT.

législatif de 1852, dont le but a été de donner plus d'initiative et d'imprimer plus de rapidité à l'action locale des préfets, il en est d'autres, au contraire, qui, constituant des garanties accordées à l'intérêt des tiers, n'ont pas, par cela même, été sacrifiées au désir d'opérer une simplification dans les rouages administratifs.

La simplification préalable exigée par l'article 9 de l'arrêté de 1852 n'est-elle pas, en ce qui concerne l'établissement des ponts sur les cours d'eau navigables, une de ces formes protectrices que le décret a entendu conserver? N'a-t-il même pas entendu imposer aux préfets, indépendamment de l'obligation d'ouvrir l'enquête, celle de soumettre les projets à l'approbation de l'administration supérieure? Le Conseil d'Etat, interprétant le décret, s'est prononcé affirmativement sur les deux points; voici dans quelles circonstances il a eu à rendre cette décision :

Par deux arrêtés, en date des 12 novembre 1858 et 28 mai 1859, le préfet du département de l'Eure a autorisé la commune d'Ivry-la-Bataille à substituer un pont destiné aux voitures et soutenu par trois pieux battus en rivière, à une passerelle d'une seule travée établie, pour le service de la viabilité communale, sur un bras navigable de l'Eure, en amont de l'usine à tan dont les sieurs Delahaye et consorts sont propriétaires.

Ces deux arrêtés ont été attaqués à la censure du Conseil d'Etat. Ils ont soutenu que les pieux, sur lesquels le nouveau pont était établi, avaient pour effet, en divisant le courant et en arrêtant les herbes, de modifier le régime des eaux à l'entrée du bief de leur usine, et qu'ainsi ils étaient susceptibles, et par conséquent recevables à attaquer, pour violation des formes légales, les arrêtés qui avaient autorisé la construction du pont. Les demandeurs ont rapporté qu'aux termes de l'article 9 de l'arrêté du directeur du 19 ventose an VI, et de la circulaire ministérielle du 19 thermidor de la même année, tout ouvrage établi sur un cours d'eau navigable devait être autorisé par un décret, après une enquête de vingt-trois jours. En conséquence, ont-ils ajouté, que le pont d'Ivry-la-Bataille n'aurait pas été rangé parmi les travaux d'intérêt communal, mais qu'il aurait dû être rangé parmi les travaux de l'Etat, dont les préfets ont le droit d'autoriser, en vertu du décret du 23 mars 1852, le préfet de l'Eure devait, du moins, avant de donner l'autorisation demandée par le conseil municipal, faire procéder à l'enquête de quinze jours que prescrit l'ordonnance royale du 25 août 1835 relative aux travaux publics d'utilité communale. En conséquence, les sieurs Delahaye et consorts ont demandé l'annulation des arrêtés attaqués, pour excès de pouvoirs; le Conseil d'Etat l'a prononcée en ces termes :

« Vu les arrêtés attaqués ;
« Vu les autres pièces ;
« Ouï M. Pichois, maître des requêtes, en son rapport ;
« Ouï M. Delahaye, avocat des sieurs Delahaye et autres, en ses observations ;
« M. Chamblain, maître des requêtes, commissaire du gouvernement, en ses conclusions ;
« Considérant qu'aux termes de l'article 9 de l'arrêté du directeur du 19 ventose an VI, et de la circulaire ministérielle du 19 thermidor de la même année, il n'appartient pas aux préfets d'autoriser l'établissement de ponts sur des cours d'eau navigables, sans que les projets aient été soumis à l'enquête et approuvés par l'administration supérieure ; et qu'il n'a pas été dérogé à ces dispositions par notre décret du 23 mars 1852 sur la décentralisation administrative ;
« Qu'ainsi le préfet du département de l'Eure a excédé la limite de ses pouvoirs en autorisant par les arrêtés attaqués, sans qu'il ait été procédé à une enquête préalable, la commune d'Ivry-la-Bataille à construire un pont sur un bras navigable de l'Eure ;
« Notre Conseil d'Etat au contentieux en annule, et a annulé les arrêtés et décrets ci-dessus ;
« Art. 1^{er}. Les arrêtés du préfet du département de l'Eure, en date du 12 novembre 1858 et 28 mai 1859, sont annulés ;
« Art. 2. La commune d'Ivry-la-Bataille est condamnée aux dépens. »

Voici l'arrêté ministériel qui suspend pour deux mois l'œuvre de la Loire :

Le ministre secrétaire d'Etat au département de l'intérieur, Vu le numéro du journal *le Phare de la Loire* en date du 12 juin 1863, lequel contient un article signé : Laurent Pichois, intitulé : « Correspondance de Paris », commençant par les mots : « La presse vient de montrer... » et finissant par les mots : « sont passés » ;
Considérant que cet article renferme une insulte à la personne même de l'Empereur ;
Considérant que le journal *le Phare de la Loire* a déjà reçu deux fois des avertissements à la date des 29 novembre 1862 et du 17 février 1863 ;
Article 32 du décret organique sur la presse du 17 février 1832, et la loi des 18 juin et 2 juillet 1861,
Arrête :

Le journal *le Phare de la Loire* est suspendu pour deux mois à partir de la notification des présentes.
M. le conseiller d'Etat préfet de la Loire-Inférieure chargé de l'exécution du présent arrêté.

F. DE PERSIGNY.
Pour ampliation :
Le directeur de la presse,
Signé : Comte TREILHARD.
Paris, le 6 juin 1863.

CHRONIQUE

PARIS, 9 JUIN

On lit dans le *Moniteur* :
Le ministre des affaires étrangères a reçu ce soir de M. de Montholon, consul-général de France à New-York, la dépêche suivante :

« New-York, 1^{er} juin.
« Nouvelles de la Havane et de Vera Cruz. Puebla est tombée. Ortega s'est rendu sans conditions avec 18,000 hommes. »

« MONTHOLON. »

La Cour de cassation (chambre criminelle), présidée par M. Vaisse, a, dans son audience d'aujourd'hui, rejeté les pourvois des condamnés à mort suivants :
De François-Serain Voyer, condamné à mort, par la Cour de cassation de Seine-et-Marne, le 17 mai 1863, pour assassinat et tentative d'assassinat sur les sieurs Fava, demeurant à Provins.
M. Bresson, conseiller rapporteur ; M. Charrins, avocat-général, conclusions conformes ; plaidants M^{rs} Hallays-Dabot et Pouquet, avocats désignés d'office.

De Pierre Chauville, condamné à la peine de mort, par la Cour de cassation de la Corse, du 6 mai 1863, pour assassinat.

M. Victor Foucher, conseiller rapporteur ; M. Charrins, avocat-général, conclusions conformes ; plaidants M^{rs} Hallays-Dabot et Pouquet, avocats désignés d'office.

De Louis-Paul Causse, condamné à la peine de mort, par la Cour de cassation de la Corse, du 19 mai 1863, pour assassinat.

M. Faustin-Hélie, conseiller rapporteur ; M. Charrins, avocat-général, conclusions conformes ; plaidants M^{rs} Couderc et Demay, avocats désignés d'office.

Une singulière idée, fort peu partagée, il faut l'es-

pérer, poursuit Delataste, jeune ouvrier tourneur en cuivre. Il se figure qu'il mourra sur l'échafaud ; il le dit à ses amis comme à ses ennemis, à jeun comme après boire ; il ne parle que de poignards, de pistolets, de poisons, et dans ses moments les plus calmes, il se plaît à amplifier les tirades les plus rembrunies des plus farouches tyrans de l'ancien boulevard du Crime.

Delataste n'a-t-il pu maîtriser son idée fixe ou a-t-il voulu aller au-devant de sa fatale prédiction ? Toujours est-il que le voilà aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, sous la prévention de port d'armes prohibées et de bris de clôture. On entend les témoins.

Le sieur Marcelin Tronche, tanneur, âgé de vingt-six ans, dépose :

Dans la matinée du 19 avril, Delataste n'est pas venu à l'atelier, où nous travaillons ensemble, et il avait bu quand il est venu vers midi ; il n'était pas ivre cependant et disait qu'il venait de voir l'incendie du café du Géant. Une heure après, sans que rien se soit passé entre nous, il me dit tranquillement : J'ai envie de prendre un grattoir (instrument de tanneur), et de vous l'enfoncer dans le ventre. Je pris cela pour une plaisanterie. Dans l'après-midi il sortit, sans dire pourquoi. Quelque temps après sa sortie, on me dit : Prenez garde, il vient d'acheter un couteau, et il vous attend sur la porte ; ne sortez pas. Je voulus sortir quand même, ne pouvant m'imaginer que ce qu'on me disait fût sérieux ; mais aussitôt qu'il me vit, il me lança son couteau ; je me sauvai dans le magasin ; il m'y poursuivit, et je ne pus éviter son atteinte qu'en mettant entre lui et moi une porte vitrée ; il en brisa les vitres, et chercha par tous les moyens à m'atteindre.

M. le président : Est-ce que vous aviez eu précédemment quelque querelle avec lui ?

Le sieur Tronche : Non, monsieur ; je le connais depuis trois ans, et je ne l'avais jamais vu si exalté.

Le sieur Pelatier, tourneur en cuivre : Ce jour-là, moi, Delataste et un autre camarade, nous avions déjeuné ensemble, ni trop ni trop peu, mais suffisamment ; mais en prenant le café Delataste s'est livré à prendre quatre petits verres ; après il a mis deux verres de vin par dessus. S'étant soigné de la façon, il s'est mis à faire des grands bras et se permettre de dire qu'il allait acheter des pistolets pour faire un malheur et que sa destinée était de mourir sur l'échafaud. Ce qu'il y avait de plus drôle dans son fait, c'est qu'il n'était pas ivre, puisqu'il est encore revenu à l'atelier avec nous et a travaillé une heure. C'est après qu'il a dit qu'il allait acheter un couteau et qu'il tuerait Tronche le soir. Ça ne m'a pas beaucoup étonné de sa part, vu qu'il est d'un caractère très dramatique, et que, sans avoir bu, souvent à l'atelier il faisait des coups de scène dans le tragique dans le genre de l'Am-bigu et de la Gaité.

M. le président, au prévenu : Voilà des faits bien graves ; quelle explication avez-vous à donner pour les atténuer ?

Delataste : Quand on ne peut pas se tenir, il faut bien se laisser aller.

M. le président : Il faut, au contraire, résister à ses mauvaises pensées. Quels sont donc vos projets quand on vous entend dire à tout propos que vous mourrez sur l'échafaud ?

Delataste : Puisque je ne peux pas me retenir de rien, faut croire que ça finira mal. Quand je ne pense à rien, en travaillant, tout d'un coup il me semble que le génie du mal se dresse devant moi et me dit : Marche, marche, prolétaire, renverse tous les obstacles, murailles et tranchées que tu trouveras devant toi ; élève ta tête dans les nuages, ou tombe dans la poussière, arrosée de ton sang.

Le Tribunal, sur les conclusions conformes du ministère public, a condamné Delataste à trois mois de prison. Espérons que ce repos forcé fera perdre au jeune tourneur les souvenirs trop vivants des tirades de la Gaité et de l'Am-bigu.

— Louis Fielker, comme son nom l'indique, est un Allemand, mais il est encore plus Allemand par son flegme et sa persistance dans une idée qui, chez lui, est passée à l'état chronique. Cette idée qu'il poursuit, dit-il, depuis vingt et un ans, est de détruire l'ivrognerie ; dans ce but, il s'est livré à divers travaux, dont le dernier consiste à avoir assassiné un ivrogne d'un coup de barre de fer. C'est pour ce fait qu'il est traduit devant le Tribunal correctionnel.

Le premier témoin entendu est l'homme assommé ; c'est un sieur Villocq, âgé de cinquante-cinq ans, ouvrier sellier. Il dépose :

Comme je rentrais, dit-il, dans mon garni, sur le soir, sans dire rien à personne, j'ai reçu un coup de barre de fer de la part de monsieur, même qu'une dame m'a entendu faire houl ! quand je suis tombé assommé, sans donner signe de vie.

M. le président : Aviez-vous eu quelque querelle avec lui ?

Villocq : Il y a plus de trois mois qu'il m'en veut, pour des marchandises que je n'ai pas voulu lui vendre.

M. le président : Quelles étaient ces marchandises ?

Villocq : Des photographies, mais pas comme on pourrait croire ; c'est bien assez qu'elles étaient mal faites.

M. le président : Vous avez dit dans l'instruction que cet homme est la terreur de la maison ?

Villocq : Je crois bien ! on n'ose pas seulement le regarder.

M. le président : Il dit que vous l'avez injurié et provoqué, et que vous étiez tellement ivre que vous n'avez pu, même le lendemain, vous rendre chez le commissaire de police.

Villocq : Si je me suis tenu dans mon lit, c'est pour cause d'assommage, et non de vinage ; on peut visiter mon lit, les draps y sont encore ; on y verra de mon propre sang, et non du vin de personne.

Le sieur Pichois, ouvrier en crochets : Je n'ai pas vu donner le coup, mais j'ai entendu M. Villocq faire : houl ! et crier : « A moi, voisins ! on m'assassine ! » Pendant ce temps-là, l'autre disait en s'en allant : « Voilà une canaille qui m'insulte, une autre fois que ça lui arrivera, il restera sur sa porte ! »

M. le président : Que voulait-il dire par là ?

Le sieur Pichois : J'ai compris qu'il voulait dire qu'il le tuerait.

Un autre témoin déclare avoir entendu le même propos tenu par Ficker.

M. le président : Eh bien ! Ficker, vous avez donné un coup de barre de fer à cet homme, et vous vous en êtes vanté ?

Ficker, d'une voix très douce et cadencée : Ces messieurs et cette dame ont menti ; ils se sont entendus.

Le sieur Pichois : Moi, je me soule !

Ficker, vivement : Pas vous, madame, pas vous ; je parle de ces messieurs, qui font partie d'un centre d'ivrognes, et moi qui suis le cauchemar des ivrognes, ils m'insultent perpétuellement. C'est moi qui ai demandé à l'Empereur s'il n'y aurait pas moyen de porter une loi pour empêcher les ivrognes de mettre la France à sec ; nous avons bien assez des Anglais. Alors, depuis cette époque, ils m'en veulent tous ; demandez au chaudronnier qui est ici.

Le chaudronnier, placé au fond de la salle : Je ne suis pas venu ici comme témoin.

M. le président : Approchez.

Le chaudronnier prête serment et dit : Moi, je ne connais rien, je n'ai rien vu. J'ai entendu par les voisins qu'on m'a dit qu'Alexandre (Ficker, le prévenu) avait donné un coup de barre de fer à Villocq, qui était pochar, mais qui ne lui disait rien.

M. le président : Le prévenu prétend qu'il travaille à détruire l'ivrognerie, et que les ivrognes lui en veulent.

Le chaudronnier : Y aurait de l'ouvrage à les détruire.

M. le président : Vous connaissez Ficker ; quel est son caractère ?

Le chaudronnier : Il y a sept ans, que je le connais ; c'est un solitaire, mais pas méchant ; j'ai travaillé pour lui, il m'a toujours bien payé. Un jour que je travaillais dans son jardin, il m'a montré un papier contre les ivrognes ; je lui ai dit que je savais pas lire, et qu'il ferait bien mieux de me payer un canon par la chaleur qu'il faisait.

Ficker : La vérité, la voulez-vous ? écoutez. Je le rencontre ivre comme le vin ; il me dit : « Casalle, brigand ! je t'assomme ; va-t'en ! » En parlant, il vient vers moi ; je le pousse, et il tombe sur un morceau de fer, au bas de sa porte. Je vous dis qu'il faut une loi pour que les ivrognes soient responsables de ce qu'ils font, vu que le lendemain ils se ressouviennent jamais de ça qu'ils ont fait.

M. le président : Est-ce que Villocq, selon vous, est un homme violent ?

Ficker : Non ; mais quand il est seul, c'est un animal sauvage.

Le chaudronnier : Oh ! non, il n'est pas dangereux, puisque tous les enfants s'amuse avec lui ; quand il est en robe, c'est pas lui qui est dangereux.

Ficker : Dangereux, non, mais c'est un animal sauvage.

M. le président : Depuis quand êtes-vous à Paris, et qu'y faites-vous ?

Ficker : J'ai fait mon arrivée à Paris il y a vingt et un ans ; je suis auteur.

M. le président : Auteur de quoi ?

Ficker : Je fais un travail universel où il y a de tout, de l'écriture, de la gravure, de la géographie, des photographies, etc.

M. le président : Il y a sur vous une note du commissaire de police, qui indique que vous êtes un homme violent ; un jour vous avez poursuivi deux jeunes gens, étant armé d'une paire de pistolets.

Ficker : Pas chargés, mon président, pas chargés, voilà ce que le commissaire ne dit pas. C'était deux jeunes gens qui, sur le commandement des ivrognes, jetaient des pierres dans mon jardin ; je me suis mis à ma fenêtre en leur montrant des pistolets, ils se sont sauvés, et voilà toute l'histoire.

Après avoir prononcé contre Ficker une condamnation à quinze jours de prison, M. le président lui dit : Le Tribunal a été très indulgent pour vous en raison de certaines circonstances atténuantes, mais retenez bien, que quelle que soit votre théorie sur l'ivrognerie, il faut vivre en paix avec les ivrognes.

— Piqueuse de bottines, telle est la profession que se donne Marie-Anne Hizeite, mais elle a bien plus d'imagination qu'il n'en faut pour un pareil métier ; aussi ne l'exerce-t-elle guère, s'il faut s'en rapporter à son sommeil judiciaire, qui mentionne cinq condamnations pour vols et escroquerie : à un an, treize mois et 50 fr. d'amende, trois mois, deux mois et dix-huit mois, plus cinq ans de surveillance.

Elle subissait au Havre cette dernière condamnation, lorsqu'elle fut extraite de la prison où elle était détenue, pour venir répondre à Paris à une prévention d'escroquerie, basée sur les faits suivants.

La dame Paccard : Cette fille étant à l'hospice de Lariboisière, y avait fait la connaissance de la fille du nommé Fesch, cocher, qui habite la même maison que moi. A sa sortie de l'hospice, elle vient voir M. Fesch, dont la fille était morte, et en souvenir de son amitié avec la pauvre défunte on la reçoit très bien, moi-même la première, qui avait beaucoup aimé M^{lle} Fesch.

Au bout de quelques jours, la connaissance bien faite entre nous, cette fille nous raconte qu'à l'âge de huit ans elle était entrée chez la mère de la comtesse de Mahieu ; qu'elle était entrée chez la comtesse elle-même à l'époque de son mariage, qu'elle avait suivi le comte et la comtesse dans des voyages lointains ; que la jeune comtesse était morte en mer ; qu'elle-même avait été transportée au Brésil d'où elle avait été amenée en France par un capitaine de navire, M. Bertrand, du Havre, chez qui elle était restée cinq mois malade. Elle ajoutait que sa défunte maîtresse lui avait constitué une dot de 15,000 fr., que ses gages avaient continué à courir, et qu'elle avait bien une vingtaine de mille francs à recevoir.

Un jour elle nous montra des lettres de M^{me} Girard, sœur de feu la comtesse de Mahieu et de son mari, lettres dans lesquelles on lui reprochait de ne pas venir au château.

Elle nous disait que le duc d'Orléans et le général Canrobert avaient été reçus chez ses maîtres ; qu'elle et la comtesse Mathieu étaient restées nuit et jour à prier dans l'église de la Madeleine, auprès du corps de la duchesse de Praslin, etc.

Bref, M^{me} Fesch la logeait ; nous, nous l'avions prise en pension.

Un jour, elle nous montre une lettre de M. Fournier, notaire, dans laquelle il était dit que les fonds devaient lui être remis le 24 courant ; alors, nous disait-elle, elle pourrait nous payer et nous récompenser.

Elle sort censé pour aller chez le notaire ; elle revient et nous dit que les fonds sont versés, mais qu'elle n'a pas pu les toucher parce que ma note n'était pas acquittée et qu'elle a un nouveau rendez-vous du notaire pour le 28 à deux heures. Nous sortons ensemble et nous entrons mon mari et moi, dans un café où elle devait venir nous rendre en sortant de chez le notaire.

Nous l'avons attendue très longtemps et nous nous sommes décidés à rentrer ; elle avait combiné cette absence pour reprendre ses effets à la maison ; à notre retour, elle n'avait plus rien chez nous.

Bref, tout ce qu'elle nous avait raconté était un pur roman, dont les personnages étaient inventés comme le reste.

En total, elle nous a escroqué, tant en argent prêt qu'en nourriture, 542 fr.

Ajoutons à cette déposition que la prévenue a fait d'une pierre trois coups : pour aller chez le notaire toucher ses 20,000 fr., elle a emprunté à une voisine un chape de 140 fr. qu'elle ne lui a pas rapporté, et, en plusieurs fois, 69 fr. à un coiffeur chez lequel elle se faisait coiffer, tous les jours.

Avions nous raison de dire que cette fille a trop d'imagination pour faire une piqueuse, à moins que ce ne soit une piqueuse d'assiette ?

Le Tribunal l'a condamnée à cinq ans de prison.

— Les voyages forment les jeunes gens, dit le proverbe ; et de même les chapeaux, a ajouté une femme d'esprit. Ce qui veut dire, sans doute, que tout voyage est plus ou moins semé d'événements portant leur leçon avec eux, et de voyageurs qui s'assèment sur leur banquette sans regarder si le voisin y a déposé sa coiffure.

Que n'en est-il quitte pour un enseignement et un chapeau ! ce brave peintre en bâtiments de Beaumont-sur-Oise, venu à Paris en partie de plaisir !... Mais ne le plaignons pas, il prend trop gaiement les tribulations de son voyage, pour que nous le prenions autrement.

Par suite d'une plainte qu'il a portée au sujet d'un fait qu'on connaît tout à l'heure, un sieur Provost a été arrêté et renvoyé en police correctionnelle sous prévention d'abus de confiance ; l'affaire était appelée à la huitaine dernière.

Provost, surnommé le grand Belge, habite Saint-Denis, où il exerce la profession d'ouvrier sans ouvrage, ce qu'on désigne dans le peuple sous le nom de *gouapeur*.

La dame Perrier, marchande de vins, était le seul témoin cité et racontait ce qui suit :

Le 5 mai, vers onze heures du soir, le grand Belge était entré à la maison et s'était fait servir à boire ; tout à coup et ayant très peu bu, le voilà qui s'endort que ça lui prend comme une envie d'éternuer ; à cette heure-là et mon mari étant absent, voilà la peur qui me prend, convaincue que cet individu faisait la chose de dormir et qu'il méditait peut-être un mauvais coup. Je voulais le renvoyer, mais il faisait celui qui dort. A ce moment, entre un jeune homme qui demande un petit verre ; je lui conte mes inquiétudes, et je le prie de me rendre le service de m'emmenant mon particulier ; le jeune homme, qui a l'air très obligeant et très bon garçon, consent ; il se couche mon censé dormeur et l'emmenant.

Peut-être deux heures après, j'étais couchée, lorsque j'entends frapper ; je demande qui est là ; mon jeune homme me répond que c'est lui, que l'individu qu'il a emmené lui a volé ses effets et de l'argent qui était dedans, et il me demande si je sais son nom et son adresse ; je lui ai dit ce que je savais.

M. le président : C'était vous, Provost ?

Provost : Je ne sais pas seulement ce qu'on veut me dire.

M. le président : Comment ! mais voilà le témoin chez qui vous avez bu et de chez qui vous êtes sorti avec le sieur Eluis.

Provost : Je n'ai ni bu ni sorti avec Eluis ; qu'est-ce que c'est qu'Eluis, qu'est-ce qu'il vend ? Qu'est-ce que c'est que madame ? Je ne connais pas madame, moi.

M. le président : Vous ne manquez pas d'audace ; on vous a confronté avec le sieur Eluis, qui vous a reconnu sans hésiter, et voici ce que dit le commissaire de police dans son procès-verbal :

« Mentionnons que l'inculpé a rougi à plusieurs reprises et que ses lèvres ont éprouvé tout d'abord un léger tremblement ; qu'enfin il n'a pu soutenir le regard de son adversaire. »

Provost : Je soutiens plus lourd que ça ; j'ai soutenu une femme et deux enfants ; qu'on le fasse venir, on verra si je ne soutiens pas son regard ; ou ce qu'il est ? pourquoi qu'on ne l'a pas assigné ?

M. le président : Eh bien ! on va l'assigner ; à huitaine ! Aujourd'hui, l'affaire était appelée à nouveau.

Eluis, qui était retourné à Beaumont-sur-Oise, a dû revenir à Paris pour être mis en face du prévenu et faire connaître au Tribunal les circonstances du délit qu'il est appelé à juger.

Tout d'abord, Eluis, gros garçon de vingt-cinq à vingt-six ans, à figure joviale, dit en voyant Provost : Ah ! ah ! nous voilà donc ?

M. le président : C'est bien là l'homme qui vous a volé vos effets ?

Eluis : Parbleu ! je crois bien que c'est lui, en chair et en os.

Provost : Elle est forte celle-là ! il faut alors que je ressemble à quelqu'un.

M. le président, au témoin : Faites connaître au Tribunal les circonstances du vol, ou plutôt de l'abus de confiance ?

Le témoin fait son récit sur un ton de bonne humeur et d'abnégation philosophique des plus réjouissants ; après avoir répété ce qui a été dit à l'audience dernière par la marchande de vins, il arrive à la scène qui fait l'objet de la prévention.

J'allais à la gare du chemin de fer, dit-il, et cet individu était avec moi ; nous causions gentiment ; il avait l'air d'un homme bien gentil ; voilà subit deux particuliers qui passent et qui se mettent à se quereller avec mon homme, et que moi ils se mettent à m'attraper aussi ; comme il avait l'air très doux, je lui dis : Attendez, je vas les arranger. Là-dessus je quitte mon paletot, mon pardessus et mon chapeau ; je lui dis de me tenir ça, et je tombe sur mes deux particuliers ; quand je leur ai fait leur affaire, je vas pour remettre mes effets (rien) ; plus personne, mon gaillard s'était évaporé avec (rien), et 120 fr. qu'il y avait dans ma redingote.

M. le président : Heureusement que vous prenez bien cela.

Le témoin : Vaut mieux le prendre comme ça que comme il l'a pris.

M. le président : Ah ! certainement. Est-ce que vous étiez en état d'ivresse ?

Le témoin : Peut-être un grain... un soupçon, j'étais gai... avec ça que je ne suis pas triste naturellement.

M. le président : Je vous pose cette question parce que je trouve singulier que vous alliez confier à un homme que vous ne connaissiez pas vos effets contenant 120 fr. ; que vous preniez fait et cause pour lui en épousant sa querelle et en vous battant pour son compte.

Le témoin : Si c'est pour son compte, il peut se flatter de leur avoir donné une jolie danse.

Le prévenu, interrogé, persiste dans ses dénégations.

Le témoin : Ah ! bien ! vous avez un rude toupet, vous !

Le Tribunal condamne Provost à un mois de prison.

— Depuis quelque temps, les cochers de fiacre donnent beaucoup, en police correctionnelle ; c'est toujours la vieille prétention, une certaine heure arrivée, de refuser de conduire le voyageur qui demeure trop loin, et les coups à ce voyageur s'il connaît son droit et persiste à l'exercer.

Le cocher que voici devant la justice est le nommé Jung, et comme son petit nom est Pierre, on l'appelle Jean ; profond mystère ! peut-être est-ce une corruption de Jung.

M. Henri Lhor, étudiant en médecine, expose ainsi les faits : Le 15 mai, vers minuit, je sortais avec deux de mes amis d'un café de la rue de Tournon ; le garçon du café était allé nous chercher une voiture, que nous prenions à l'heure, pour nous faire conduire chacun à son domicile ; mes deux amis montent dedans, et moi je me mets sur le siège à côté du cocher pour lui indiquer, au fur et à mesure, la demeure de chacun de nous.

Nous partons vers le moins éloigné de ces domiciles et, tout en roulant je dis au cocher les deux autres adresses ; quand il apprend qu'il lui faudrait aller rue des Acacias, il s'arrête et déclare qu'il ne marchera pas, attendu que ses chevaux sont malades ; nous refusons de descendre, et je lui dis qu'il ne sait pas à qui il l'affaire ; que si je ne nous conduis pas, nous ferons un rapport contre lui ; bref, il se remet en route ; deux agents venant à passer, je les interpelle au sujet d'une nouvelle prétention du cocher : il prétendait que nous étions en surcharge ; les agents ont constaté que nous étions trois, nombre réglementaire.

Arrivés près du carrefour de l'Observatoire, le cocher lance ses chevaux au grand trot, puis me dit : « Ah ! vous

avez dit tout à l'heure que je ne savais pas à qui j'avais affaire ! eh bien ! à mon tour, je vous dis : Vous ne savez pas à qui vous avez affaire. A ces mots, je vois briller dans sa main une énorme lame de couteau. Effrayé, je lui promets de ne pas faire de rapport contre lui, et je lui demande à descendre. — Non, me répond-il, je ne vous laisserai pas descendre, et il lance sa voiture encore plus fort. Je saute du siège, et je vais tomber à terre. Mes camarades me voyant tomber, ouvrent la portière pour venir à mon secours. Je leur conte vivement ce qui s'était passé ; ils ont couru après la voiture, mais vainement. Heureusement l'un de nous s'est rappelé le n° 1878.

M. Dautricourt. Le témoin confirme ce qui vient d'être dit, et ajoute : M. Malengreau et moi, nous sautons de la voiture à la chute de notre camarade Lhor, et à ses cris : A l'assassin ! arrêtez le cocher ! je m'élance après la voiture, je parviens à saisir une branche du siège, et je m'y cramponne, mais le cocher m'assène des coups de manche de fouet sur la tête, et suis forcé de lâcher ; j'avais la tête en sang. M. Malengreau, lui, qui était derrière la voiture, a reçu également des coups de fouet.

Le prévenu, interrogé, prétend que les jeunes gens, dont deux viennent d'être entendus, étaient cinq, et non pas trois, ce qui justifiait son refus de marcher.

M. le président. Mais ils ont fait constater par des agents qu'ils n'étaient que trois.

Le prévenu. Oui, à ce moment-là, mais il en avait déjà descendu deux.

Les témoins nient énergiquement ce fait.

Le prévenu, quant aux coups, affirme qu'il a été assailli et n'a fait que se défendre.

Il a été condamné à six mois de prison.

DÉPARTEMENTS.

SEINE-INFÉRIEURE. — Le *Journal du Havre*, sous la signature G. Cazavan, publie l'article suivant :

« Dans notre numéro du 18 mai, nous avons rendu compte de la brutale arrestation du capitaine Lefloch, du brick français *Bonne-Amélie*, lequel a été saisi à plus de onze milles en mer, par des constables anglais de Sierra-Leone, qui ont, de force, enlevé le capitaine de son bord, où il était couché, très malade, alors que le navire était en route pour son retour en Europe. D'après les renseignements, d'une source honorable, qui nous sont parvenus depuis, cette arrestation en mer ne repose que sur la plainte d'un noir, sujet anglais, sorti depuis peu de prison, où il était détenu pour dettes et malversations, lequel a prétendu que le capitaine Lefloch lui devait une somme à raison d'une opération faite l'année dernière.

« C'est sur une pareille affirmation, sans aucune pièce à l'appui, qu'un navire français est envahi en mer par des constables anglais, et qu'un capitaine français est enlevé, très malade, de son bord, et mis dans une prison étrangère, avec des malversations, et y restera jusqu'à ce qu'il paye ce qu'il ne doit probablement pas.

« Le commandant Bonjour, de l'avis français *Arabe*, et le vice-consul de France à Sierra-Leone, ne pouvant obtenir raison, ont protesté contre l'illégalité de l'arrestation et contre l'insulte faite au pavillon.

« Aujourd'hui, nous avons à signaler un fait plus sérieux encore, et qui est relatif au navire cachaïote *Léopard*, de notre port, rentré en relâche ici.

« L'armement de ce navire, fait spécialement pour des expéditions scientifiques, dont le succès peut avoir des résultats immenses pour la résurrection de l'industrie des grandes pêches, avait été fait sous la surveillance spéciale de l'administration de la marine de notre port, le ministère de la marine et celui du commerce ayant reconnu toute l'importance de la réussite des essais tentés.

« C'est alors que le *Léopard* allait entrer dans sa croisière décisive de pêche au cachaïote qu'il a été brutalement arrêté par les croiseurs anglais. Il a fallu l'énergie du commandant Poisson, de l'avis français *Africain*, pour faire libérer le navire.

« Depuis trois jours, le *Léopard* était mouillé à Sierra-

Leone, après quarante-sept jours d'arrestation illégale, dit dans son rapport le capitaine Cordier, et on ne l'avait pas interrogé régulièrement, ni lui-même son équipage, gardés à vue à bord, avec défense de communiquer à terre. Ceci donc indique assez la décision qui allait être prise : or la promptitude avec laquelle, aussitôt la réclamation du commandant Poisson, le gouverneur de Sierra-Leone a fait assembler le Tribunal chargé de juger les navires négriers, et la précipitation de l'arrêt de mise en liberté du navire prouvent assez la crainte que les autorités anglaises ont eue des conséquences de leur acte arbitraire.

« L'indignation des résidents français de Sierra-Leone était à son comble, et (dit la correspondance que nous avons sous les yeux) on s'attendait à ce que le gouvernement français ne tarderait pas à obtenir une efficace réparation de ces deux grossières insultes à notre pavillon. »

Sous le titre : *Répertoire de législation et de jurisprudence en matière de brevets d'invention*, M. Huard, avocat à la Cour impériale de Paris, vient de publier un volume qui sera d'un utile secours tant pour les inventeurs que pour les magistrats et les avocats.

Dans la première partie, intitulée *Législation*, l'auteur a rapporté la loi du 5 juillet 1844 et tous les travaux préparatoires de son élaboration. On y trouve le projet primitif, l'exposé des motifs, le rapport à la Chambre des pairs, et un extrait très complet de la discussion devant cette Chambre. Pour la discussion à la Chambre des députés, M. Huard a procédé de même, et a inséré les mêmes documents que pour la Chambre des pairs.

La seconde partie, intitulée *Jurisprudence*, contient sous chaque article l'indication des décisions des Cours et Tribunaux qui s'y rapportent, avec la mention des journaux ou des recueils qui en donnent le texte, et les noms des parties en cause. Toutes les questions soumises aux Tribunaux sur la loi du 5 juillet 1844 se trouvent rappelées ainsi dans un ordre méthodique.

Les jugements y figurent aussi bien que les arrêts ; et il faut louer M. Huard de ne pas s'être borné à recueillir les décisions des Cours souveraines, car celles des Tribunaux de premier degré ont bien aussi leur importance. De plus, il y a beaucoup de questions que les parties ne portent pas devant le second degré de juridiction.

Le livre de M. Huard renferme donc un grand nombre de documents précieux, et c'est avec grand profit qu'on l'étudiera et qu'on le consultera.

COMPTOIR D'ESCOMPTE DE PARIS.

BILAN AU 31 MAI 1863.

Actif.		
Caisse.	(Espèces en caisse. 2,425,485 64)	5,241,086 98
	(Espèces à la Banque 2,815,601 34)	
Matières or et argent.	35,035,716 26	
Portefeuille Province.	20,612,523 92	61,577,207 »
	(Etranger. 5,928,961 82)	
Agences dans les colonies.		8,629,689 96
Agences à l'étranger.		24,144,675 78
Avances sur fonds publics et actions diverses.		5,095,611 53
Crédits sur connaissements et nantissements.		15,082,803 49
Correspondance.	6,331,161 87	39,420,489 »
	(Etranger. 33,089,827 13)	
Comptes débiteurs des Sous-Comptoirs.		2,454,060 91
Effets en souffrance. Exercice courant.		18,915 63
Immeubles.		4,503,662 45
Frais généraux.		384,102 27
Divers.		31,187 92
		163,589,092 92
Passif.		
Capital.		40,000,000 »
Reserve.		8,591,540 69
Comptes-courants d'espèces.		37,337,144 92
Comptes-courants d'escompte.		3,049,478 52
Comptes créditeurs des (Capital. 3,301,365 25)		4,565,728 96
	(Divers. 1,264,363 71)	
Sous-Comptoirs.		

Effets remis (Par divers. 10,203,020 95)	10,203,020 95
à l'encaissement. Par faillites du Tribu-	
sement. 1 ^{er} mal de commerce. 403,756 98	403,756 98
Correspondance. 8,403,452 32	39,654,582 11
dans de l'étranger. 31,251,129 79	
Acceptations à payer.	17,755,279 77
Effets en souffrance des exercices clos (Ren-	
trées sur les). 40,082 55	
Dividendes à payer.	52,733 63
Profits et pertes.	1,058,297 57
Divers.	1,176,746 27
	163,589,092 92

Risques en cours au 31 mai 1863.

Effets à échoir restant en portefeuille.	61,577,207 »
Effets en circulation avec l'endossement du	
Comptoir.	44,373,347 05
	105,950,554 05

Certifié conforme aux écritures.

Le directeur.
PINARD.

Bourse de Paris du 11 Juin 1863.

3 0/0	Au comptant, D ^e c. 69 25.—Hausse « 10 c.	
	Fin courant, — 69 35.—Hausse « 15 c.	
4 1/2	Au comptant, D ^e c. 97 —.—Sans change.	
	Fin courant, — — — — —	

	1 ^{er} cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dern. cours.
3 0/0 comptant....	69 40	69 40	69 20	69 25
Id. fin courant....	69 50	69 50	69 35	69 35
4 1/2 0/0, comptant....	97	97	96 95	97
Id. fin courant....	—	—	—	—
4 1/2 an, comptant....	—	—	—	—
Id. fin courant....	—	—	—	—
5 0/0, comptant....	—	—	—	—
Id. fin courant....	—	—	—	—
Banque de France....	3450	—	—	—

ACTIONS.

	Dern. cours.	Dern. cours.
	comptant.	comptant.
Crédit foncier.....	1435	Sud-Autrich-Lombard 577 50
Crédit ind. et comm. 715		Victor-Emmanuel.... 425
Crédit mobilier.....	1232 50	Russes..... 425
Comptoir d'escompte. 785		Romaines..... 414
Orléans.....	985	— privilégiées.... 470
— nouvelles.....	812 50	Saragosse..... 717 50
Nord, anciennes.....	1038 25	Séville à Xérès.... 503 75
Est.....	109	Nord de l'Espagne... 565
Lyon-Méditerranée... 1044 25		Saragosse à Barcelone. 320
Midi.....	741 25	Portugais..... 550
Ouest.....	522 50	Caisse Mirès..... 63 25
Genève.....	415	Immeubles Rivoili... 248 75
Dauphiné.....	415	Gaz. C ^o Parisienne... 1760
Ardenne.....	476 25	Docks de Marseille... 850
— nouvelles.....	—	Omnibus de Paris.... 885
Bessèges à Alais.....	—	C ^o imp. des Voitures... 113 75
Autrichiens.....	465	Ports de Marseille... 757 50

OBLIGATIONS.

	Dern. cours.	Dern. cours.
	comptant.	comptant.
Obl. foncier 1000 fr. 3 0/0 1045		Ouest..... 3 75
— 500 fr. 4 0/0 481 25		— 3 0/0..... 3 75
— 500 fr. 3 0/0 465		Est, 52-54-56, 500 fr. 492 50
Obligat. comm. 3 0/0. 410		— 3 0/0..... 295
Ville de Paris, 5 0/0 1852 1115		Strasbourg à Bâle... 303 25
— 1855-1860 485		Grand Central..... 307 50
Seine 1857.....	230	Lyon à Genève..... 267 50
Orléans 4 0/0.....	—	— nouvelles..... 310
— nouvelles.....	310	Bonbonnais..... 208 25
— 3 0/0.....	310	Midi..... 303 75
Rouen.....	—	Ardenne..... 306 25
— nouvelles.....	—	Dauphiné..... 306 25
Havre.....	980	Bessèges à Alais.... 277 50
— nouvelles.....	—	Chem. autrichiens 3 0/0 270
Lyon-Méditerranée... 318 75		Lombard-Vénitien... 270
— 3 0/0.....	318 75	Saragosse..... 270 50
Paris à Lyon.....	1050	Romaines..... 218 75
— 3 0/0.....	307 50	Cordoue à Séville... 282 50
Paris, Lyon, Méditerr. 312 50		Saragosse à Pampelune. 257 50
Rhône 5 0/0.....	310	Nord de l'Espagne... 205
— 3 0/0.....	310	Docks de Marseille... 205

— Au Théâtre-Français, dernières représentations de : le Fils de Giboyer, comédie en cinq actes, en prose, de M. Emile Augier. MM. Provost, Got, Delaunay, Bressant,

Mirecour, Laroche ; M^{me} Nathalie, Favart et Arnould-Plessy, empièrent les principaux rôles.

— Le grand succès d'Un Homme de rien attire au Vaudeville, en dépit de la chaleur, un public nombreux, désireux d'applaudir et les artistes et la charmante comédie de M. Aylic Langlé. La Chercheuse d'esprit, de Favart, remontée par la direction avec le plus grand soin, vient de produire une toute jeune fille, M^{lle} Laurence, qui est merveilleusement douée et qu'on aime incontestablement une étonnante du fait sacré. Le succès qu'elle a obtenu a été très-grand. MM. Pierson, Duplessy, MM. Saint-Germain, Grivot et Riquier ont eu leur grande part d'applaudissements.

— Le Palais-Royal fait salle comble tous les soirs avec le Brésilien, l'Oiseau fait son nid et l'Homme du Sud.

— CIRQUE DE L'IMPERATRICE. — Tous les soirs, le souper des lions servi dans la cage par Crockett ; le sauteur Cooke ; le gymnaste Olmar.

— C'est samedi, à l'Hippodrome, le début de M. Tolmaque. On sait déjà dans tout Paris qu'il est impossible d'attaquer cet homme : cinq cents coups ou rien, ce n'est pour lui qu'une différence de trois minutes.

— Au théâtre Robert-Houdin, tous les soirs M. Hamilton donnera une grande séance de magie divisée en deux parties. Le spectacle commencera à huit heures.

— CHATEAU-ROUGE. — Bal les dimanches, mardis, jeudis et samedis. Le bon goût et le luxe des nouvelles décorations et illuminations produisent un effet magique. L'excellent orchestre, sous la direction habile de M. Laurent aîné, exécute les morceaux les mieux choisis. — Café, restaurant, jeux divers dans les splendides jardins.

SPECTACLES DU 12 JUIN.

OPÉRA. — La Muette de Portici.
FRANÇAIS. — La Loge de l'Opéra, le Jeune Mari.
OPÉRA-COMIQUE. — Zampa.
VAUDEVILLE. — Un Homme de rien, la Chercheuse d'esprit.
VARIÉTÉS. — Les Farces dravantiennes, Paris qui dort.
GYMNASE. — Nos Allées, la Maison sans enfants.
PALAIS-ROYAL. — L'Oiseau fait son nid, le Brésilien, un Homme du Sud.
PORT-SAINT-MARTIN. — Les Pilules du Diable.
AMBIGU. — La Poissarde.
THÉÂTRE DU BOULEVARD DU TEMPLE. — La Famille Morival.
GAITÉ. — Le Courrier de Lyon.
THÉÂTRE IMPÉRIAL DU CHATELET. — Don César de Bazan.
FOLIES. — La Dame aux camélias.
BOUFFES-PARISIENS. — Il est fou !
THÉÂTRES-DEJAZET. — Les Pêcheuses de salicoques.
TH. DES CHAMPS-ÉLYSÉES (8 h.). — Deux contre un, Nédel.
CIRQUE DE L'IMPERATRICE. — Exercices équestres à 8 h. du soir.
HIPPODROME. — Le dompteur Hermann et exercices équestres.
Tous les jours à trois heures.
ROBERT HOUDIN (8 h. des Italiens). — Tous les soirs à huit heures, Prestidigitation, Illusion, Magie.
SALLE ROBIN (boulevard du Temple, 49). — A huit heures 1/2, Physique et Magie, Histoire de la création de la terre.
JARDIN MARILLÉ. — Soirées musicales et dansantes les mardis, jeudis, samedis et dimanches.
CHATEAU DES FLEURS. — Soirées musicales et dansantes les lundis, mercredis, vendredis et dimanches.
CONCERT DES CHAMPS-ÉLYSÉES. — Tous les soirs de 8 à 11 h.
CHATEAU-ROUGE. — Bal les dimanches, mardis, jeudis, samedis.

TABLE DES MATIÈRES

DE LA GAZETTE DES TRIBUNAUX

Année 1862

Prix : Paris, 6 fr. — Départements, 6 fr. 50 c.

Au bureau de la Gazette des Tribunaux, rue du Harlay, du-Palais, 2.

Imp. de A. Guyot et Scribe, rue N^o des Mathurins, 13.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1863, dans le MONITEUR UNIVERSEL, la GAZETTE DES TRIBUNAUX, le DROIT et le JOURNAL GÉNÉRAL D'AFFICHES.

SOCIÉTÉS.

DISSOLUTION DE SOCIÉTÉ.

Par convention verbale, la société contractée entre MM. LEVASSEUR et GRISCH, tous les deux garçons patissiers à Paris, rue de la Touche-Jessu, n° 62, pour l'exploitation d'un fonds de commerce de pâtisseries, susdite rue et numéro, et qui a été dissoute le jour de ce jour huit juin mil huit cent soixante-trois.

Cette dissolution a eu lieu sans indemnité de part ni d'autre.

— (1646) LEVASSEUR, GRISCH.

Etudes de M^{rs} SIMON, notaire à Paris, rue de Richelieu, 83, et de M^{rs} DROMERY, avoué, rue de Mulhouse, 9.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DES CHARENTES.

I. — Décret d'autorisation.

NAPOLÉON.
Par la grâce de Dieu et la volonté nationale, Empereur des Français,
A tous présents et à venir, salut :

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'Etat au département de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics ;

Vu la loi du dix-neuf avril mil huit cent soixante et un, relative à l'exécution de divers chemins de fer de Napoléon-Vendée à la Rochelle, de Rochefort à Saintes, de Saintes à Cognac et de Saintes à Angoulême ;

Vu notre décret du dix-neuf avril mil huit cent soixante-deux, portant qu'il sera procédé à l'adjudication, par voie de publicité et de concurrence, de la concession des chemins susdits, ensemble le cahier des charges y annexé ;

Vu la soumission des Fils de GUILLOU jeune en date du seize juin mil huit cent soixante-trois ;

Vu le procès-verbal de l'adjudication passée le même jour par notre ministre de l'Agriculture, du Commerce et des Travaux Publics ;

Vu la loi du six juillet mil huit cent soixante-deux, qui approuve les clauses financières résultant dudit procès-verbal d'adjudication ;

Notre décret du six juillet mil huit cent soixante-deux, qui déclare les sieurs Fils de GUILLOU jeune définitivement concessionnaires des chemins de fer susdits, aux clauses et conditions du cahier des charges y annexé ;

Quatre-vingt-neuf articles du Code de Commerce, et notamment des articles 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473

[illegible]

nne, à Pont-a-Mousson, vingt ac-
 er, Céline, à Saint-Hilaire, une
 on
 , à Château-Renaud, quatre ac-
 g, à Montcornet, quatre-vingts ac-
 all, à Dangé, deux actions
 e, G., à Mirecourt, trois actions
 à Saucy-en-Brie, une action
 pour M. de Cleizès, à Castelna-
 ubert, cinq actions
 s, Kerpilippe, à Ancenis, six ac-

[illegible]

[illegible]

Jacquart, à Ufaull, une action
Joussan, à Gunaux, deux actions
Jacquard, à Etampes, une ac-
tion

Jozet, à Mirambeau, huit actions
Jaubert, à Jonzac, dix actions
Joset-Lefebvre, à Vouzon, vingt
actions

Jossand, à Saintes, quatre actions
Jeudi de Grissac, à Cravans, une
action

Jallages, à Maithon, quatre ac-
tions

Jaguin, à Angoulême, une ac-
tion

Jacin, à Angoulême, une action
Juvaudaud, à Marcul, deux ac-
tions

Jamain, à Angoulême, trois ac-
tions

Jallages, à Marchenay, une action
Jousseume, à Cognac, une action
Jousset, à Cognac, une action
Jaulin, à Cognac, cinq actions
Jeanin, à Grenoble, dix actions
Jacotte, veuve, à Orléans, une
action

Jacotte, à Orléans, une action
Jobann, à Toulon, une action
Joye, à Toulon, une action
Jossant, E., à Rochefort, une ac-
tion

Jallier, à Rochefort, une action
Jobel, à Tussun, dix actions
Jobit, à Tussun, une action
Jobit, à Tussun, une action
Jobit, à Tussun, une action
Jaubert, à Barbezieux, six actions
Jauried, Eugène, à la Roche-foucauld, quatre actions

Judez, à Douai, une action
Janard, à Fresnes, trois actions
Jean, veuve, à Anzin, cinq actions
Jean, à Rouffec, une action
Joseaux Sables, trois actions
Juzaud, à Angoulême, une action
Joeyoux, à Pons, quatre actions
Junia, à Saintes, une action
Jossaad, à Epinal, une action
Jenty Ch., 91, rue d'Amsterdam,
cent actions

Jourdain, à Orléans, une action
Julien, à Nanteuil, une action
Jourdain, à Toulouse, une action
Jouy, à Saintes, douze actions
Journ, Jean, à Saint-Amand-de-Jeu,

Klein, Félix, 17, rue des Filles-Saint-Thomas, une action
Kikin, Amélie, 9, rue du Château-d'Eau, cinq actions
Kochler, à Nancy, deux actions
Koriz, E., à Jarnac, dix actions
Kortz, à Saintes, deux actions
Kortz, à Saintes, deux actions
Keriz, à Cognac, six actions
Kellmer, J., à Mâcon, trois actions
Kohm, Henri, 51, rue de l'Eglise, cent actions
Kaechlin, O., à Dornach, vingt actions

Kroeber père, à Sainte-Marie-aux-Mines, vingt-cinq actions
Krompholtz, à Bouzonville, vingt-deux actions
Lambert, à Saintes, quatre actions
Labonne, à Angoulême, vingt actions

Laridon, à Cognac, quatre actions
Lavoy, H., 277, rue Saint-Denis, dix actions

Leselle, Pierre, 11, rue des Filles-Saint-Thomas, deux actions
Lebas, Louis-Auguste, 36, rue Bleue, quatre actions
Louisot, Hénaut, à la Courneuve, quatre actions
Lavelle, Alfred, 44, rue Rambuteau, dix actions
Lutz, Georges, rue Mauconseil, deux actions

Lequette, François, 45, rue Sainte-Anne, six actions
Léprieur, Victor, 18, rue Lavandiers-Sainte-Opportune, cinq actions
Latouché, Thomas, à Fontainebleau, dix actions

Leeving, Charlemagne, 15, rue Guénégaud, cinq actions
Leaux, Gustave, 34, rue d'Amsterdam, une action
Leaux, Paul, 34, rue d'Amsterdam, une action
Leaux, Justine, 34, rue d'Amsterdam, une action

Leclercq, Nicolas, à Epinay-sur-Seine, une action
Lusselet, à Vitry-sur-Seine, dix actions
Langlois, 20, rue du Rocher, une action

Lavigne, Jérôme, 33, rue Sainte-Marguerite-Saint-Germmain, trois actions
Marguerite-Saint-Germmain, trois actions
Levallant, à Saint-Cyr, à l'école, cinq actions

Joubert, A., à Clermont-Ferrand, vingt-quatre actions
Jarosion, à Saint-Amand-de-Boixe, douze actions
Jamal, à Angoulême, trois actions

Jaulain, à Angoulême, deux actions
Jaulain, à Angoulême, deux actions
Julien, à Angoulême, une action
Judicis, à Rochefort, une action
Jozet, à Nantes, six actions
Jobs, à la Borde, trois actions
Jean-Jacques, E., aux Granges, vingt actions

Joly, à Bassas, deux actions
Joun, à Orléans, une action
Jovay, à Beaugency, trois actions

Jameaud, à Angoulême, une action
Juzeaud, à Angoulême, quatre actions
Julin, à Angoulême, une action
Julien, Louis-J., à Orléans, une action

Julien, Henri-Louis, à Orléans, une action
Julien, Armand-Marcel, à Orléans, une action
Julien, Louis-Marie, à Orléans, une action
Blanche-Marie, à Orléans, une action

Jacquart et C°, à Besançon, dix actions
Jacquesmon, à Annecy, dix actions

Jandonneau, L., à Mas-d'Agenay, deux actions
Joire, H., à Lille, vingt actions
Jugeat, à Vendème, une action
Julien, à Caen, une action
Juleau (frères), à Belfort, cinq actions

Jullian, à Chalons-sur-Marne, six actions
Jesson, à Chalons-sur-Marne, deux actions
Juneaux, J.-J., à Lisieux, trois actions
Joussimet, à Napoléon-Vendée, deux actions

Lepeintre, Ed., 23, rue Saint-Laurent, deux actions
Lo Blais fils, à Pont-l'Abbé, cinquante actions

Lejeune, Ch., à Vincennes, une action

Lorenzo, Théodore, 9, rue de Bondy, deux actions

Leroy, Pierre, 20, rue de Richelieu, deux actions

Lachambre, François, à Saint-Germain, quinze actions

Lechallas et C°, à Angers, une action

Lamouroux, Jacques, 10, place de la Bourse, deux actions

Lafrel, Gabriel, 27, rue Tailbout, deux actions

Lagueau, Auguste, 113, faubourg Saint-Martin, une action

Leclere, Florent, 12, rue Neuve-Coquenard, une action

Leclere, Emeraud, 12, rue Neuve-Coquenard, une action

Leclere, Victoire, 12, rue Neuve-Coquenard, une action

Laguerre, Sig., 8, rue de Sévres, une action

Lefebvre, Alphonse, 101, rue Vieille-Temple, quatre actions

Lemoine, Arthur, 6, cité de Vauxhall, Leclercq, Ernest, 197, rue Saint-Dominique, 13 actions.

Love George, 4, rue de Turin, cinquante actions

Loiseau, Hippolyte, 15, rue Neuve-Saint-Eustache, quatre actions

Letiez Jules, 37, rue Cammarin, quatre actions

Lebaudy, Désiré, 8, rue de la Chaussée-d'Antin, trente actions

Lavanuchy, M., 105, rue de Sévres, une action

Lavelle, (général), 27, rue Tailbout, dix actions

Leclair, Théophile, à Louvière, une action

Leblanc, Gustave, 8, rue de la Chaussée-d'Antin, trente-deux actions

Lacroix, Pierre, 18, rue Notre-Dame-des-Herbiers, sept actions

Lefèvre, Elie Th., 9, rue de Chaillot, trois actions

Lefevbre, Athénase, 9, rue de Chaillot, deux actions

Leclaire, Louise, 9, rue de Chaillot, deux actions

Lack, Engèle, 10, place de la Madeleine, une action

Laurant, Adelin, à Colmar, vingt actions

Lemaître, Victor, à Vincennes, soixante actions

Lenoir, Justin, 65, rue de Flandres, vingt actions

Lemonnier, Modeste, à Clèves, une action

Legros, Alfred, 19, rue de Reilly, une action

Legendre, Gérard, 6, rue Montholon, trente actions

Lesoli, Pierre, à Rohan, trois actions

Lafont, Marie, à Angoulême, trois actions

Leclercq, Hippolyte, 12, rue de Rambouttel, une action

Lavaus, Eugène, 11, rue Neuvè-des-Capucins, deux actions

Leccore, Pierre, à Vannes, une action

Leclercq, Augustine, 4, rue Roger, trois actions

Loctelier, Dominique, 14, quai de la Gare, une action

Lagauez, Joseph, à Versailles, une action

Létoing, Marcelin, 5, rue du Petit-Carre-reau, cinq actions

Létoing, M., 5, rue du Petit-Carre-reau, deux actions

Lardès, à Paris-sure-Nube, cinq actions

Laget, Henri, 22, passage Saulnier, une action

Laget, M., 22, passage Saulnier, une action

Laroque-Latorce (de), à Versailles, treize actions

Laroque-Latorce (de), à Versailles, douze actions

Lubiat (de), à Chartres, 10 actions

Lemance, Pauline, 78, rue du Temple, une action

Lambaye, Joseph, 9, rue Neuve-des-Capucins, une action

Lemoine, Jean-Baptiste, à Boulogne-sur-Seine, dix actions

Lanauze, 19, rue Neuve-des-Pelletiers-Champs, vingt actions

Leben, J.-M. L., à Késid, deux actions

Limoux, A., à Bourdon-Villeneuve, une action

Lafarge, François, à Issorie, une action

Larfage, Antoine, à Issorie, une action

Larfage, Emmanuel, à Issorie, une action

Leclerc, 4, rue de Londres, une action

Lejone, 38, rue Keller, cinq actions

Love, F., 14, rue Tailbut, cent actions

Lequer, J., 128, rue de l'Université, vingt-cinq actions

Laforgue, Ch., 20, rue Vivienne, cinq actions

Leban, Jean-Jacques, à Belleville, une action

Lebon, Louis, 11, rue Marie-Stuart, dix actions

Lecomte, Eugène, 12, rue Lafitte, vingt-cinq actions

Lauret, à Ligny, cinquante actions

Duperlé, à Fresnoise, cinquante actions

Lebiz, 5, rue de Condé, une action

Chelez, 5, rue de Condé, une action

Lebedroun, au Palais-Royal, une action

Langlois, au Palais-Royal, une action

Lemoine, au Palais-Royal, une action

Lebars, au Palais-Royal, une action

Lamothe, 10, rue de la Banque, une action

Laffrat, Nicolas, à Montreaux, une action

Ladre, Pierre, à Paris, une action

Ladre, Caroline, au fort de Montrouge, une action

Lefrançois, Ch., 22, rue Saint-Marc, une action

Leclanché, à Lourdes, deux actions

Lebour, 13, rue de Chaillot, une action

Librique, Nicolas, 13, rue de Montmaury, rémy, une action

Louis, 13, rue Maconsell, une action

Leon, A., 17, boulevard des Italiens, une action

Leon, A., 17, boulevard des Italiens, une action

Sasse, N., 3 Méry-sur-Seine, vingt actions

Labbé, Claude, à Dongeoins, deux actions

Landy, 1, rue La Chapelle, cinq actions

Lerox, à Mondidiér, cinq actions

Lerox, à Monditiér, cinq actions

Lacomment, aux Berdars, seize actions

Lapeste fils, à Meauphle-le-Château, vingt actions

Lebarhier, Ed., 51, boulevard du Temple, trente actions

Longuille, à Poitiers, quatre actions

Lecher, à Moulins, une action

Luchinae et Cie, à Rouen, deux cents actions

Ligeois, Auguste, 89, rue Tailbut, une action

Ligozon, Louis, 89, rue Tailbut, une action

Lebeau, Prosper, à Nantes, quatre actions

Ledac, à Saint-Etienne, quatre actions

Leraubou, Jean, à Châteaufort, douze actions

Landreau, à la Rochelle, quatre actions

Landeau, François, à Luçon, quatre actions

Lando, à la Rochelle, vingt-cinq actions

Lendo, à la Rochelle, vingt-cinq actions

Lassange, à Ruelle, quatre actions

Livél, à Liège, six actions

Levasseur, à Angoulême, une action

Levasseur, à Angoulême, une action

Levasseur, au porteur, une action

Levasseur, à Angoulême, une action

Laporte, à Lambrest, deux actions

Lassori, à Lambrest, deux actions

Lesteneuf (de), à Neui, trois actions

Lebois, à Saint-Binan, quatre actions

Ligaud, à la Rochellefouault, une action

Lechele, à la Rochellefouault, une action

Leclerc-Belaïr, à la Rochellefouault, trois actions

Lemeüllière, à Angoulême, huit actions

[illegible]

[illegible]

TITRE IX.
Publication.
Afficher les présents statuts par-
sera, tous papiers sont don-
d'une expédition, au siège de
et passe à Paris, au siège de
Saint-Lazare, 7, pour toutes
que MM. Numa Guilhou et
parties nommées, qui ont signé en
respectivement,
ci mil six cent soixante-trois, les dix-huit
un mai,
comparants, ainsi que M. Alfred
de près le Tribunal civil de la
judiciaire de la compagnie de
rue de Malhouse, 5, ont si-
notaires, après lecture faite,
ur de l'annexer :
matériels réclamés par MM. les
ou jeune, concessionnaires des
des charbonniers, frais qui se-
régimes par la signature générale
officières, conformément à l'article
du quinze juillet mil huit cent
nq.,
ois de voyages, études sur place,
gérations depuis mil huit cent
dans les déplacements traversés
u de fer, trois cent cinquante
ci 350,000 fr.
ois de publicité et
ls journaux cen-
dit-mil francs, ci 150,000
ois de banque en
cent mille francs, ci
e déplacement de
es études sur le
ci, quarante-cinq
études techniques,
la première cham-
chamail,
quatre-vingt-cinq
ci 785,000 fr.
aux déclarations de MM. les fili-
eune,
e mars mil huit cent soixante-
Signé C^te Dr BORY.
gnité des travaux publics, de l'a-
du commerce,
trois mars mil huit cent soixante-
Le rapporteur,
Signé C^te DENOIS.
est écrit :
au timbre et enregistré à Paris,
arcu, le vingt-deux mai mil huit
tre-soix, folio 14, recto, case 2,
re, isrement vingt deux francs,
quante francs, double décime et dix
z.",
DECEMÈRE.
Acte du 28 mai 1863.
Mil huit-cent mil huit cent soixante-
M^r SIMON et son collègue, no-
lis, soussignés,
paru :
N^m GUILHOU, banquier, demeu-
à Paris, rue de Provence 30,
au nom et comme l'un des gé-
rantes et administrateurs de la
on de banque Les Fils de Num-
2, constituée en société en com-
solitaire et prorogée suivant acte
M^r Simon et son collègue, notaires
vix juillet mil huit cent soixan-
e, enregistré et public conformé-
loi, et dont le siège est à Paris,
de Provence, n. 50 ;
Charles DEHAN, ancien préfet de
le-inférieure, ancien directeur de
la monnaie et de l'ordre d'Isabelle la
1, demeurant à Paris, rue Laflèche,
n. 50 ;
François DOUGÉL, général
grand-officier de la Légion d'hon-
nd-officier et grand-croix de plu-
sièges, chevalier d'honneur de son
impériale la Princesse Mathilde,
Paris, avenue de l'Impératrice, n. 13 ;
Jean-Baptiste-Emile CHEVALIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
à Paris, rue de la Madeleine,
n. 10 ;
Jacques GUILHOU père, rentier, dé-
à Paris, rue de Provence, n. 50 ;
Jean-François LAINEL, ancien offi-
cial de l'administration impériale
d'honneur, officier de l'ordre du
Grand-Croix, chevalier de l'ordre de
St-Jean-Baptiste-Emile CHEVALIER,
demeurant à Paris, rue de la
St-Mathurin, n. 5 ;
Adolphe-Théophile TAVERNIER, pro-
fesseur de droit, demeurant à Paris, rue de Thiviers,
n. 10 ;
Victor de BERTIER, propriétaire,
né à Paris, rue de Provence, n. 103 ;
ce comme Marie-Gabriel de BOLEY,
avocat, demeurant à Paris, square Cla-out, comme formant la majorité des
composant présentement le conseil
d'administration provisoire de la Société
des chemins de fer des Charentes ;
des chemins de fer des Charentes, n. 13 ;
présentes, déclare
société adhésives suivantes aux statuts
société adhèsive suivante acte passé
de Simon, les dix-huit et dix-neuf
mil huit cent soixante-trois, dont la mi-
nistère est annexée ;
conviennent de supprimer entière-
ment le dernier paragraphe de l'article dix-
ne quatre de ces statuts, lequel pa-
ra-
cas de décès, démission ou autre am-
nisme de l'un des sociétaires, si aucun
statut n'est intervenu, que la Société
résultats, tant que le nombre des
résultats n'aura pas été réduit au
moins de quatre ;
des deux derniers paragraphes de l'ar-
ticle 5, ainsi conçu :
« L'Assemblée générale délègue sur
propositions qui lui sont soumises en
l'article 25 et 26 et 15 de l'ar-
ticle 25, et donne au conseil d'adminis-
tration les pouvoirs nécessaires à cet effet ;
les décisions relatives aux objets men-
cés au paragraphe 15 de l'article 25,
et les modifications des statuts,
qui ne sont exécutées qu'après avoir été ap-
rouvées par le Gouvernement. »
et remplacé par les deux para-
graphes suivants :
« Le conseil sur les propositions qui lui
sont soumises en exécution des para-
graphes 15 et 14 de l'article 25, et donne au
conseil d'administration tous pouvoirs né-
cessaires à cet effet, relatives aux objets men-
cés au paragraphe 14 de l'article 25,
et ne à toutes modifications des statuts,
qui ne sont exécutées qu'après avoir été ap-
rouvées par les commissaires devant la sup-
pléance du dernier paragraphe de l'article
VIII, c'est dans les termes sui-
vants :
« Les assemblées antérieures aux présents statuts
ont été et demeurent annulées par le présent
acte et les présentes ont été consentie sur
autres et pièces que les présentes, et pour
être valables il n'est besoin que les pré-
sents soient donnés au porteur d'une expé-
dition au acte.
et est passé à Paris, au siège de la Com-
pagnie des chemins de fer des Charentes,
au Palais national, le
jours, mois et an susdits,
entre les parties signés avec les notaires,
lecture faite.
enregistré à Paris, septième bureau,
le vingt-huit mai mil huit cent soixante-trois,
folio 17, verso, case 2, pour mille fran-
cs deux francs, pouvoir deux francs,
double décime quatre-vingts centimes,
Signé SIMON.